



ARRESTATION DE LA COPRÉSIDENTE DU DBP SEBAHAT TUNCEL À DIYARBAKIR

mêrhâbâ hevênö

nouvelles du
kurdistan



MENSUEL N° 9
15 NOVEMBRE 2016
PRIX LIBRE

DÉTRUIRE LE MOUVEMENT CIVIL KURDE...

Dossier

«Après les co-maires.ses,
le tour des député.e.s»

Les rafles dans la nuit du 3 novembre ont marqué encore un coup dans l'escalade de la répression de l'État turc contre le mouvement de libération kurde. Après les arrestations massives des membres et sympathisant.e.s des partis DBP et HDP, la destitution des co-maires et co-mairresses et l'occupation policière des mairies kurdes, c'est maintenant le tour des

député.e.s HDP, dont l'immunité parlementaire avait déjà été levée.

Tout.e.s les député.e.s du HDP sont recherché.e.s, beaucoup ont été emprisonné.e.s, d'autres relâché.e.s sous contrôle judiciaire, d'autres encore ont vu leur passeport confisqué. Les leaders du parti, Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ, sont également derrière les barreaux en attente de leur procès. Suite à ces emprisonnements, un élan de solidarité a pris un peu partout dans le monde, de l'Europe à l'Amérique latine, en pas-

*** suite p. 3

LA BATAILLE DE MOSSOUL : QUELQUES ENJEUX GÉOPOLITIQUES

Depuis quelques mois, on entend que Mossoul, la « capitale » de l'État Islamique, va lui être reprise... Ça y est, c'est lancé ! Les premiers combats ont commencé pour « libérer » la ville. Mais par qui ?... Et bien, c'est bien ça le problème, rien n'est moins clair. Tout le monde a l'air de vouloir prendre le pouvoir de cette ville stratégique (et très riche en pétrole !) Des négociations ont lieu depuis très longtemps entre les

différentes puissances régionales (comme la Turquie et l'Iran) et mondiales (notamment les États-Unis), mais cela va sûrement finir par se jouer sur le terrain. Nous avons regroupé ici des articles qui analysent les enjeux de cette bataille. Nous n'aimons pas trop les théories géo-politiques avancées par des intellos bien au chaud derrière leur écran, mais une fois n'est pas coutume ; cette fois-ci on a trouvé

qu'on avait intérêt à essayer de comprendre ce qui se jouait entre les grandes puissances à Mossoul. Aucun des articles que nous avons trouvés ne trace une vision d'ensemble, mais en les lisant tous, tout ce cafouillis d'intérêts devient un peu plus clair. Les deux articles parus sur *KurdishQuestion* portent essentiellement sur la « question kurde », autrefois nommée la « question de Mossoul », et toujours aussi

*** suite p.14



Le Rojava : oser imaginer [partie 1] p. 11

au sommaire :

♦ Edito p. 2

DÉTRUIRE LE MOUVEMENT KURDE

- ♦ Anéantir le peuple kurde et ses représentants p. 3
- ♦ Lettres de Demirtaş p. 4
- ♦ Être une erreur kurdo-turque p. 5
- ♦ « Je détruirai les prisons avec mon stylo et mon pinceau » p. 8
- ♦ Être un enfant intersexe en Turquie. p. 10
- ♦ Le Rojava : oser imaginer [partie 1] p. 11

LA BATAILLE DE MOSSOUL

- ♦ La question kurde et l'opération de Mossoul p. 14
- ♦ Mossoul, clé de l'avenir d'un Irak unifié p. 16
- ♦ Entretien avec Bese Hozak, co-présidente du KCK p. 19
- ♦ Libération de Mossoul ? p. 21
- ♦ Dans votre « monde » et le nôtre p. 22
- ♦ Glossaire & agenda p. 24
- ♦ Solidarité avec les prisonnières p. 24

ÉDITO

Avec un peu de retard, nous tenons quand même à marquer le premier anniversaire de ce projet informatif qu'est le Merhaba Hevalno (« Salut camarades ! »). Le 1er octobre 2015, nous avons lancé le tout premier numéro de notre revue de presse, à l'époque hebdomadaire, sur l'actualité du Kurdistan, en réaction à la guerre à nouveau déclenchée par l'État turc contre le Kurdistan Nord. Une petite équipe s'était alors formée pour relayer le plus d'informations possible sur l'évolution de la guerre, mais également sur la résistance du mouvement de libération kurde. Après

12 numéros, soit 3 mois, l'aventure éditoriale a pris une autre tournure : un mensuel, nourri de textes d'analyse, en plus de brèves pour suivre l'actualité. Nous en sommes aujourd'hui au 9ème numéro, avec de plus en plus de lectrices et de lecteurs. Comme nous sommes un peu oldschool, nous croyons encore à la diffusion papier de cette revue, mais nous n'avons pas les moyens de l'assurer de notre côté, nous comptons donc sur vous pour la photocopier et la diffuser autour de vous.

Il y a un an, nous espérions naïvement que ce projet de revue de presse ne durerait que le temps que la tension redescende, mais la situation n'a fait que s'aggraver, surtout à cause du mégalomane Erdoğan, qui s'est lancé dans une « croisade » anti-Kurdes, créant les bases d'une véritable guerre civile en Turquie, et reversant de l'essence sur le feu du Moyen Orient, dans l'espoir de devenir le Sultan de la région entière.

Ce mois-ci nous nous focalisons sur deux gros dossiers qui illustrent l'escalade de la guerre. En Turquie, c'est l'arrestation des leaders kurdes, et plus spécifiquement des député.e.s qui étaient un peu les seul.e.s à ne pas encore être tombé.e.s dans les filets de la répression. C'est sans doute la dernière étape dans l'illégalisation des partis DBP et HDP. Pendant ce temps en Irak, c'est la fameuse « opération Mossoul » qui a finalement été lancée par un mélange inédit de forces militaires. Mossoul étant la capitale de l'État Islamique, sa reprise prend une signification politique primordiale. Depuis des mois, les dirigeants des puissances régionales et mondiales se servent de cette perspective de « libération » pour leur propagande anti-terroriste. C'est à partir de maintenant que va se jouer ce qui reste la question centrale, mais pas du tout résolue, à savoir : qui va succéder à l'État Islamique ? Comment va se répartir le pouvoir entre les différentes forces militaires qui participent

à sa chute ?... Cette bataille est sans doute un moment charnière dans la géopolitique mondiale, certains analystes parlent même de « 3ème guerre mondiale » tellement les enjeux qui s'y jouent sont d'échelle planétaire.

Mais tous ces combats militaires et ces sublimes démonstrations du pouvoir patriarcal ne nous font pas oublier que ce sont les gens qui, à la base, en sont les premières victimes (touchées par l'exil, la prison, les armes chimiques, la mort), mais qui continuent aussi de se battre pour développer leur révolution, en particulier au Rojava. Un très beau texte de Dilar Dirik, cette chercheuse kurde dont on ne se lasse pas de relayer les articles, nous emporte dans la (re)découverte de cette révolution au nord de la Syrie. Ce texte étant très long, nous avons choisi de traduire ce mois-ci la première moitié ; la suite, très prochainement... Puis Kedistan – dont nous reproduisons également plein de textes – nous fait partager un témoignage d'une personne intersexe et son expérience en tant qu'enfant intersexe au Bakur. Notre intention n'est clairement pas de montrer comment les discriminations de genre sont abominables là-bas loin de chez nous ; au contraire, ce texte nous rappelle comment l'intersexualité est toujours un sujet tabou en France (à tel point que des mutilations sont pratiquées à la naissance pour tenter de cacher son existence).

Nous clôturons encore une fois cette revue avec l'amère sensation de ne pas contribuer assez à faire connaître la réalité du Kurdistan et les enjeux politiques qui s'y jouent en ce moment, et de ne pas faire partie d'un véritable élan qui crie haut et fort sa solidarité. Le mouvement kurde ne cesse de lancer des appels à la solidarité, souvent tournés vers les politiciennes, qui ont plus de chance de faire changer les choses, certes, mais tous les gestes de solidarité sont les bienvenus. Le mouvement des femmes appelle régulièrement les femmes du monde entier à se montrer solidaires. Nous vous rappelons qu'une campagne est lancée sur le site de Kedistan pour envoyer des cartes postales aux prisonnières kurdes en Turquie.

Ce bulletin mensuel autour de l'actualité du Kurdistan est notamment rédigé depuis la ZAD de NDDL, mais pas seulement ! Un certain nombre de camarades de Toulouse, Marseille, Angers, Lyon et d'ailleurs y participent...

Pour nous contacter : actukurdistan@riseup.net



*** suite de la p. 1

sant par l'Afghanistan – bien que la participation ne soit pas encore massive...

Parallèlement à l'arrestation des leaders, les derniers médias kurdes ont été fermés (notamment *JINHA*, *DIHA* et *Cumhuriyet*), leurs portes scellées, leurs sites web coupés. Même sort pour le Congrès des Femmes Libres (KJA) – l'organisation regroupant tous les mouvements de femmes au Bakur – ainsi que pour 370 autres associations.

Ci-dessous vous pouvez lire un communiqué du KCDK-E, l'organe regroupant le mouvement kurde dans la diaspora (basé à Bruxelles), appelant à la solidarité internationale. Nous avons également reproduit la lettre envoyée depuis la prison par Demirtaş (traduite par les soins de Kedis-tan) et des extraits de sa défense. Ça fait bien plaisir d'entendre un chef de parti dire aux juges qu'il ne répondra pas aux ques-

tions parce qu'il n'a de comptes à rendre qu'à son peuple qui l'a élu... Afin de replacer tout ça en contexte, nous proposons un dernier article dans cette section ; il s'agit d'un entretien avec un chercheur kurde publié fin octobre dernier, et qui explore l'après-coup d'État en Turquie, et plus largement la politique anti-kurde, la fausse démocratie, le lien entre l'État Islamique et l'État turc, etc.



L'ETAT TURC ET SON CHEF ERDOGAN MULTIPLIENT LES ATTAQUES VISANT À ANÉANTIR LE PEUPLE KURDE ET SES REPRÉSENTANTS

11 Députés du HDP (Parti démocratique des Peuples représentant majoritairement les Kurdes) ont été placés en garde à vue au cours de la nuit du 3 au 4 novembre. Parmi eux, figurent les Coprésidents du HDP, Selahattin Demirtaş et Figen Yüksel, et les Députés Sirri Sureyya Onder, Nursel Aydoğan, Ferhat Encu, Gulser Yıldırım, Leyla Birlik, Ziya Pir, Abdullah Zeydan, Idris Baluken.

Après cette atteinte sans précédent à la volonté du peuple kurde qui vient s'ajouter aux destructions de villes kurdes, au massacre de centaines de civils, à la destitution et l'arrestation de nombre de Maires et d'élus locaux, il est grandement temps de dire STOP à Erdogan et à l'Etat turc !

Nous appelons la communauté internationale, en particulier l'Union européenne, les Nations unies et les Etats un par un, à réagir face à Erdogan, face à son fascisme mis en œuvre au vu et su du monde entier, sans aucun égard pour les normes internationales. Nous appelons

à ce que des mesures d'embargo soient prises à l'encontre de l'Etat turc.

La seule façon d'arrêter Erdogan, c'est de prendre à son encontre des mesures de contrainte politiques, économiques, diplomatiques et militaires.

Le fait d'envoyer à Erdogan et à son gouvernement des messages condamnant sa politique, sans prendre de mesure concrète, ne les fera pas reculer.

Après cette dernière agression, nous, peuple kurde, déclarons entamer une manifestation continue et illimitée.

C'est pourquoi, à compter de ce jour, vendredi 4 novembre, nous manifestons en masse devant le Parlement européen, à Bruxelles.

Nous appelons notre peuple ainsi que tous les progressistes et démocrates à se mobiliser pour protester contre le génocide politique mené par l'Etat turc et les gangs du « Sultan » Erdogan.

Il est temps de dénoncer et de stopper les attaques menées contre notre volonté par cet Etat dont les mains sont trempées dans le sang.

Il est temps de dénoncer ce crime contre l'humanité commis sous les yeux indifférents du monde et de l'Europe, ainsi que l'hypocrisie des Etats européens.

Des Députés kurdes et des représentants des organisations kurdes prendrons la parole tout au long ce rassemblement massif.

Pour défendre la volonté du peuple kurde, nous manifestons aujourd'hui, vendredi 4 novembre, 11h, devant le Parlement européen, à Bruxelles (rue du Luxembourg).

Source

Congrès des Communautés démocratiques du Kurdistan en Europe (KCDK-E)

Bruxelles, le 4 novembre 2016

en Turquie :

♦ **INTERDICTION DE MANFESTER** : Le 18 octobre, le gouvernement d'Ankara a décrété l'interdiction de toutes les manifestations ainsi que de toute autre sorte de réunions publiques, marches et rassemblements pendant 45 jours. [ANF]

♦ **FERMETURE D'ORGANISATIONS** : Le ministre de l'intérieur a ordonné la fermeture de 370 associations et organisations dans 39 villes différentes : 153 par rapport à leurs liens avec le mouvement Guléniste, 190 avec le PKK, 19 avec le DHKP-C (Parti Front Révolutionnaire de Libération du Peuple), et 8 pour leurs liens avec Daech. [JINHA]

♦ **FÉMINICIDES** : 40 femmes tuées en Turquie en octobre : Dénonçant le lien entre l'augmentation de la violence faite aux femmes et les politiques de guerre du AKP, l'agence de presse JINHA affirme que 40 femmes ont été tuées en Turquie pendant le mois d'octobre. [JINHA]

♦ **DAECH-TURQUIE** : Selon une source de l'armée turque, cette dernière serait en train de former des combattants de Daech ainsi que d'autres groupes armés dans les camps d'entraînement situés le long de la frontière syrienne. [ANF]

♦ **ARRESTATIONS EN MASSE** : à Istanbul, la police a arrêté 104 personnes lors d'un rassemblement en soutien aux député.e.s HDP. À Adana, 120 personnes, y compris une trentaine de mineur.e.s, ont été arrêté.e.s en l'espace de 5 jours. [ANF]

au Bakûr :

♦ **LEADERS HDP EN PRISON, LE HDP SUSPEND SES ACTIVITÉS AU PARLEMENT** : Le "génocide politique" a encore monté d'un cran. La répression acharnée contre le mouvement de libération kurde a touché récemment les plus haut.e.s responsables des partis HDP et DBP. Le 25 octobre, la co-maire de Amed, Gültan Kışanak, et son co-maire Firat Anlı, ont été arrêté.e.s puis emprisonné.e.s. La mairie de Amed (capitale officielle du Kurdistan Nord) est désormais occupée par les forces de police et entourée par des blindés et des canons à eau. Dans la nuit du 3 au 4 novembre, c'est les député.e.s qui ont été visés (depuis leur levée d'immunité parlementaire, il.le.s sont tou.te.s poursuivi.e.s pour « appartenance et/ou soutien à un groupe terroriste »). Une dizaine de député.e.s ont été emprisonné.e.s, y compris les co-responsables du HDP, Selahattin Demirtaş (tenu depuis en isolement dans la prison de Edirne, malheureusement connue pour les tortures) et Figen Yüksekdağ, ainsi que la co-responsable du DBP, Sebahat Tuncel. D'autres député.e.s ont été interdit.e.s de quitter le pays ou violemment battu.e.s lors de leurs garde-à-vue. Les locaux du HDP ont à nouveau été perquisitionnés. Des arrestations massives de membres du parti continuent à avoir lieu ; à Amed, 191 politicien.ne.s kurdes passent actuellement devant la justice. À la suite d'une réunion d'urgence, le HDP a annoncé que sa participation au parlement était suspendue. Le GABB (Union des Municipalités de Sud-Ouest de l'Anatolie), le KJA (Congrès des Femmes Libres) et l'Initiative Populaire de Amed ont lancé des appels à soutien et à résister contre le génocide politique en cours en Turquie. [ANF]

Demirtaş, lettre aux ami.e.s
et extraits de sa défense

Après son interrogatoire par le Procureur, le Co-président du HDP Selahattin Demirtaş, a été arrêté et transféré devant un tribunal. Demirtaş n'a pas répondu aux questions qui lui ont été posées lors de l'interrogatoire.

« Je ne serai pas une marionnette dans ce théâtre judiciaire. » —
Demirtaş

Demirtaş a exprimé ainsi sa défense :

« Je ne veux pas répondre aux questions sur les accusations alléguées contre moi. Je veux simplement faire une déclaration.

Nous sommes les représentants élus des peuples. Nous ne nous représentons pas nous-mêmes, à titre personnel, mais représentons les masses qui nous ont élus, nous représentons notre électoral.

Je suis devant vous en tant qu'un membre du Parlement, un député ayant l'immunité législative. Je ne laisserai jamais personne bafouer ni le mandat dont je suis le porteur, ni la volonté de mon peuple. Je n'ai aucune réticence, aucune appréhension à rendre des comptes devant une justice impartiale. Et il n'y a rien dont je ne puisse pas répondre.

Mais je n'accepterai jamais de me soumettre aux juges et aux procureurs qui font des courbettes, à la solde du pouvoir, tandis que la dignité de l'appareil judiciaire de notre pays est piétinée. Je n'ai aucun grief individuel et je ne veux pas vous manquer de respect en tant que personnes. Cependant, je ne serai pas l'une des marionnettes de cette mascarade judiciaire créée de toutes pièces sur ordre d'Erdoğan dont le passé est entaché par ailleurs par de nombreux manquements éthiques et moraux. Je ne répondrai à aucune de vos questions.

Je ne pense pas qu'une procédure judiciaire instruite par vous pourrait être juste et légitime. Même ma détention ici aujourd'hui est illégale.

Sur la scène politique, les interlocuteurs des politiciens sont des politiciens et non pas le pouvoir judiciaire. Dans ce contexte, vous, les procureurs et juges, qui êtes censés respecter les principes universels et démocratiques du Droit et les conventions internationales signées par la Turquie qui sont parties intégrantes de la Constitution, vous devriez refuser de prendre part aux manigances et autres manœuvres politiciennes. Je ne demande et n'attends rien de vous. Seul le peuple qui m'a élu peut m'interroger sur mes activités politiques. »

Demirtaş a fait parvenir également une lettre manuscrite :

« Nous sommes face au coup d'état civil qui continue avec le leadership du gouvernement et du Palais. Moi et mes camarades, allons continuer à rester droit debout, contre ce coup d'état civil, partout et à toutes les étapes. Nous voulons que cela se sache que nous resterons étroitement liés à la lutte pour la paix, la liberté et la démocratie, que notre Peuple mène avec dévouement.

Ces jours de persécution se termineront tôt ou tard face à notre résistance. Ceux qui pensaient qu'ils pouvaient casser notre volonté, n'ont fait que confirmer avec ces bas complots leur médiocrité. Quelles que soient les conditions, nous allons continuer à mener notre combat politique. Nous allons continuer à répéter notre appel pour la Paix. Je transmets mes salutations et affections à tous les amiEs. »

source

Kedistan.net



ÊTRE UNE ERREUR KURDO-TURQUE

Dans cet entretien réalisé par Robert Leonard Rope, Saladdin Ahmed, professeur assistant de philosophie à Mardin Artuklu parle d'identité kurde, de politique, de religion, de démocratie et de la situation actuelle des Kurdes au Moyen-Orient. Cet entretien a d'abord été publié sur *Open Democracy*, dans le cadre du thème « auto-organisation des migrants et solidarité ».

Robert Leonard Rope : Pouvez-vous rapidement décrire votre parcours ? [...] Comment est-ce d'enseigner dans une université en Turquie ?

Saladdin Ahmed : Je n'ai jamais su répondre aux questions sur mon passé, surtout parce que mon identité s'est toujours forgée autour de négations et pas en mettant positivement en avant une certaine éducation. Je ne dirais pas que je fais une crise d'identité, mais je dirais que l'identité, du moins dans le monde d'aujourd'hui, est elle-même en crise.

Quand être kurde est vu comme quelque chose à quoi il faut renoncer, je suis Kurde, sans hésitation. Au moment où ça devient l'identité du dirigeant, je ne peux que me tenir du côté de l'opposition, avec l'opprimé. C'est-à-dire que je suis Kurde tant que la kurdicité représente une négation de l'oppression. La première fois où je me suis re-

trouvé à un endroit où être Kurde revenait à être privilégié, en 2013, j'ai été frappé d'une crise morale aiguë, et j'ai commencé à tisser des liens avec les minorités non-kurdes et non-musulmanes.

Avant même de m'en rendre compte, critiquer le nationalisme kurde et l'Islam était devenu ma principale activité intellectuelle jusqu'à ce que je quitte de nouveau le Kurdistan irakien.

[...] En tant qu'enfant kurde, j'ai grandi à Kirkouk sous le régime baasiste en étant persuadé que j'étais une erreur existentielle, mais j'aimais être une erreur. J'aime toujours être une erreur.

Pour ce qui est de mon expérience d'enseignement en Turquie, quand je suis arrivé en automne 2014, la situation était sans précédent. Pour la première fois en quarante ans, la région kurde du pays profitait d'une certaine paix d'où est sorti un mouvement culturel et intellectuel impressionnant. Nous parlons là d'une région qui a été tellement opprimée que même une danse kurde traditionnelle y est considérée comme un acte politique. Le premier groupe d'étudiants kurdes était très impliqué dans la vie publique, à la fois dans l'université et en dehors. C'était en somme très exaltant d'être à Mardin à ce moment-là.

Malheureusement, mon expérience d'enseignement à l'université de Mardin Artuklu n'a pas duré longtemps. Environ deux mois après mon arrivée du Canada, le recteur libéral a été viré et remplacé par un islamiste soutenu par Erdogan. Juste après avoir été nommé par Erdogan, le nouveau recteur a

entamé une campagne pour mettre les non-islamistes à la porte de l'administration de l'université. Quelques mois plus tard, il a mis unilatéralement fin à mon contrat et à ceux de 12 autres enseignants, qui se trouvaient tous être des citoyens étrangers. Pour empirer les choses, la guerre a recommencé dans la région kurde, accompagnée d'une violente oppression des jeunes, de grandes opérations militaires, d'arrestations de masse, etc. Ce qu'Erdogan a fait aux universités turques à Istanbul et à Ankara dans les semaines qui ont suivi le coup d'État avorté du 15 juillet 2016 a commencé un an avant dans le Sud-est.

Comme vous le savez, la Turquie est actuellement sous le coup de l'état d'urgence – des milliers de personnes ont été arrêtées, de nombreux professeurs et journalistes, sans parler des membres des forces armées – et il y a de nombreux cas reportés de torture. Quelle est votre perspective sur tout ça : comment ça va finir ?

Je pense que la Turquie va entrer dans une ère de terreur dans les années à venir. Cette purge va mener à un effondrement total de la confiance déjà fragile parmi les différentes sections des forces armées et du MIT. Ceux qui sont en position de pouvoir vont essayer de plus en plus d'utiliser le climat de peur et de manque de transparence pour se débarrasser de leurs rivaux.

Donc je pense que les cas d'assassinats et de tortures vont devenir de plus en plus habituels. L'armée en Turquie a toujours été

considérée comme la gardienne de l'État, mais elle va maintenant devoir se soumettre au gouvernement, ce qui n'aura pas lieu sans douleur. [...]

Quelle est votre opinion sur la « démocratie turque » ? Est-ce qu'une telle chose a déjà existé ? Est-ce qu'Erdogan l'a d'abord nourrie, puis détruite ? Est-ce que les gens veulent d'une démocratie à l'occidentale ? Démocratie vs. théocratie ?

Je ne pense pas qu'il y ait jamais eu une « démocratie turque ». Oui, des élections ont eu lieu, mais même des pays comme l'Iran et le Pakistan tiennent régulièrement des élections. Il y a aussi un parlement à Ankara, mais c'est un parlement qui symbolise le rejet de la pluralité en Turquie.

Je vais être plus précis : il y a toujours eu deux Turquies, celle de l'ouest et celle de l'est. Dans la Turquie de l'ouest, qui s'étend d'Istanbul à Izmir, Antalya, Ankara et Adana, une sorte de quotidien à l'européenne était tout à fait envisageable, tout au moins selon l'estimation d'un touriste moyen. Tout cela est en train de changer de façon évidente, et c'est pourquoi la situation actuelle en Turquie attire autant l'attention au niveau international.

Mais la Turquie de l'est a toujours été soumise au joug militaire. Il est impossible d'imaginer la brutalité de la vie dans l'est du pays du point de vue d'Istanbul. Des milliers de jeunes kurdes ont disparu lors d'opérations militaires turques durant les années 1980 et 1990. L'autre visage de la Turquie, c'est des tanks et des véhicules blindés qui occupent les places des villes ou rôdent dans les quartiers, c'est des checkpoints de militaires ou de policiers dressés entre les villes ou dans les villes, c'est d'énormes bases militaires installées dans les centres-ville et c'est des milliers de villages totalement détruits. Si l'on s'autorise à voir cet autre visage, la notion de « démocratie turque » ne peut paraître qu'absurde. [...]

Comment pouvons-nous, en Occident, faire efficacement pression sur Erdogan et ses partisans pour défendre et restaurer les droits humains et l'état de droit en Turquie ?

Les droits humains ne peuvent pas être « restaurés » parce qu'ils n'ont jamais été respectés de toute façon. Peut-être peut-on restaurer le tourisme, mais les droits humains sont une chose pour laquelle on doit se battre de façon collective.



Erdogan fait pression sur l'Occident, pas l'inverse. D'après ce que je constate, Erdogan va continuer à utiliser les réfugiés syriens et irakiens pour faire du chantage qui s'adresse aux politiciens européens, sans cesser de consolider son pouvoir dans le monde sunnite. Puisqu'il travaille à éliminer toute opposition régionale à sa vision d'un empire islamique prévu pour 2023, il faut nous attendre à davantage de guerres désastreuses au Moyen-Orient. Elles auront pour conséquence l'augmentation du nombre de réfugiés cherchant à s'échapper vers l'Europe. Et l'Europe ne parviendra pas à maintenir la crise hors de ses frontières en s'appuyant sur un gardien qui est lui-même l'une des principales causes du problème. Arrêtons de nous voiler la face : l'EI n'a pu survivre jusqu'à présent que grâce aux afflux de jihadistes, d'armes, de munitions et d'argent qui passent par la Turquie. [...]

En ce qui concerne l'EI, quelle est selon vous la meilleure stratégie à adopter pour le détruire ?

L'EI s'occupe du sale boulot pour la Turquie, et en contrepartie la Turquie fonctionne comme une route de ravitaillement pour l'EI, en plus de lui fournir une aide directe. Tant que la Turquie est autorisée à continuer ainsi, même si l'EI est détruit, des dizaines de groupes armés islamistes continueront de prospérer en Syrie. Je pense qu'Erdogan continuera à soutenir les islamistes en Syrie jusqu'à ce qu'il n'ait plus besoin d'eux. Bien sûr, les choses ne se passent pas toujours comme on le souhaite. À chaque jour qui passe, la ressemblance entre la Turquie et la Syrie devient de plus en plus frappante en ce qui concerne la polarisation de la société, qui pourrait très bien mener à l'éclatement éventuel d'une guerre civile.

L'unique problème de la Turquie, et le pire, est le fameux « problème kurde ». Erdogan soutient surtout l'EI, Jabhat al-Nusra, récemment renommé Jabhat Fatah al-Sham, et de nombreux autres mouvements islamistes pour empêcher les Kurdes syriens de contrôler les régions du nord de la Syrie, le long de la frontière turque.

Lorsqu'il est devenu évident que l'EI ne pouvait pas stopper les forces kurdes après la bataille de Kobanê, la Turquie s'est directement interposée pour empêcher les Kurdes d'expulser l'EI de la dernière bande de 100 km qu'ils contrôlent le long de la frontière turque. Ankara répète régulièrement que cette zone est une « ligne rouge » que les Kurdes ne peuvent pas franchir. En soi, la région de Jarablus est donc contrôlée par l'EI et protégée par la Turquie.

Erdogan s'est toujours appuyé sur l'EI pour juguler la soi-disant menace kurde en Turquie. Ces dernières années, l'EI a mené de nombreuses attaques contre des cibles kurdes. Lors du massacre de Sürüş du 20 juillet 2015, 32 étudiants kurdes et turcs qui étaient en route pour aider à la reconstruction de Kobanê ont été tués dans un attentat suicide commandité par l'EI. Environ six semaines plus tôt, le 5 juin, une autre attaque à la bombe de l'EI lors d'un rassemblement électoral kurde à Diyarbakir avait causé la mort de quatre personnes. Le 10 octobre 2015, une attaque à la bombe de l'EI a causé la mort de plus de 100 civils et en a blessé plus de 500 lors d'une marche pour la paix organisée à Ankara par le parti pro-kurde de la démocratie des peuples (HDP) et par plusieurs syndicats. [...]

Comment pouvons-nous aider de manière significative ceux qui sont actuellement emprisonnés dans les prisons turques ?

Une manière significative d'aider les victimes d'un régime despotique, quel qu'il soit, est d'abord de ne pas soutenir ce régime en lui vendant des armes ou en y effectuant des visites touristiques. Je pense que l'Occident doit se libérer du cycle qui consiste à soutenir les islamistes pour se débarrasser de dictateurs indésirables, comme Qadafi et Al-Assad, puis à soutenir des régimes militaires pour renverser les islamistes.

C'est un cycle infernal au Moyen-Orient, et la Turquie n'y fait pas exception. La longue histoire de l'oppression en Turquie a offert une légitimité populaire à Erdogan et il est en train de tranquillement devenir un dictateur oppressif. Ce n'est pas que je pense qu'une troisième option, démocratique, n'existe pas, mais à tous les endroits et tous les moments où le fascisme est relativement populaire, les forces démocratiques sont faibles, précisément parce qu'elles sont contre la violence de façon inhérente, ce qui les empêche d'arrêter le fascisme.

En Turquie, il existe un mouvement progressiste qui s'oppose à la fois au fascisme nationaliste et au fascisme islamiste. C'est

un mouvement démocratique, séculaire, pluraliste, multiethnique et féministe mené par le HDP. Pendant les semaines qui ont précédé le coup d'État de juillet, l'AKP d'Erdogan a soutenu une loi offrant aux soldats l'immunité contre toute poursuite judiciaire afin de permettre aux forces armées de tuer plus facilement dans la région kurde. Le parti a aussi proposé une autre loi visant à priver les députés – en réalité, ceux du HDP – de leur immunité parlementaire. Le HDP est le dernier espoir de la Turquie, si le régime d'Erdogan trouve le moyen de faire taire ses dirigeants et ses activistes, par la prison ou par d'autres moyens d'oppression, la Turquie va devenir un cas d'école de régime dictatorial.

En Turquie, l'histoire des Kurdes est longue et tourmentée. Pour la première fois, un cessez-le-feu avait été conclu avec le PKK et des négociations entamées avec le gouvernement. Ces derniers temps, le HDP est resté sur la défensive et des centaines de civils kurdes ont été tués par les forces gouvernementales, avant le coup d'État. Est-ce qu'Erdogan va reprendre sa guerre contre les Kurdes ?

Erdogan n'a montré aucune intention de relancer le processus de paix. Il est maintenant dans une alliance avec les ultra-nationalistes et il poursuivra la guerre contre les Kurdes pour soutenir cette alliance. Au départ, il a repris la guerre pour plaire aux ultranationalistes qui sont farouchement opposés à la moindre reconnaissance des droits des Kurdes.

Il est difficile d'imaginer que la Turquie puisse accepter de reprendre le processus de paix avec les Kurdes, mais je pense que le mariage entre Ankara et l'EI se brisera un jour ou l'autre. Lorsque cela aura lieu, Ankara passera probablement un accord avec les Kurdes. Historiquement, les Kurdes se sont toujours montrés prêts à accepter une offre de paix, mais ils n'ont jamais eu assez de pouvoir pour imposer la paix en Turquie.

Même si l'Occident utilise maintenant les Kurdes pour se dresser contre l'EI, les médias internationaux ne parlent presque pas de l'oppression brutale des Kurdes en Turquie. Et parce qu'Erdogan est en train de faire du chantage à l'Europe avec le problème des réfugiés en menaçant d'ouvrir les portes de l'Europe aux réfugiés syriens, l'UE n'ose pas critiquer la Turquie au sujet des violations des droits humains au Kurdistan.

En Turquie, la pression sur le gouvernement n'est pas assez forte pour lancer un

processus de paix. Il est plutôt ironique que d'un côté, les Kurdes subissent chaque jour la violence de l'État et l'absence de solidarité populaire, mais que d'un autre, on leur reproche de ne pas ressentir pleinement leur appartenance à la Turquie. Ce n'est que si la Turquie se retrouve plongée dans une crise sérieuse qu'Ankara envisagera un processus de paix.

La question kurde est très compliquée en Turquie, elle fait remonter 100 ans de reniement, d'humiliation, d'assimilation forcée et de gestion sociale. En Turquie, j'assiste quotidiennement aux conséquences douloureuses des politiques coloniales turques. Un jour, j'étais dans un bus pour l'université, quand deux jeunes enfants accompagnés de leur mère et de leur grand-mère sont montés. La grand-mère parlait kurde avec la mère, mais la mère parlait turc avec les enfants. Je suppose que la grand-mère ne connaissait pas le turc ou se sentait mal à l'aise de parler à sa fille dans une langue étrangère. Je suppose aussi que les enfants ne parlaient pas le kurde, comme les nombreux enfants kurdes qui ont été turquisés par l'État. Alors que le bus continuait de rouler, l'un des enfants a commencé à chanter une chanson triste kurde en regardant par la fenêtre. Dans un moment ordinaire comme celui-là, on peut assister à l'annihilation qui traverse les générations.

À quel point les femmes sont-elles libres ou opprimées en Turquie aujourd'hui ? Les femmes kurdes et turques ?

Le kémalisme a aidé les femmes turques à conquérir beaucoup de leurs libertés individuelles, mais c'est en train de changer avec le gouvernement islamiste d'Erdogan. Erdogan a clairement indiqué, à de multiples occasions, qu'il ne pense pas que l'homme et la femme soient égaux. Il a largement encouragé les familles turques à avoir davantage d'enfants et a enjoint les femmes à faire de l'éducation des enfants une priorité.

Par un effet de retournement intéressant, de nombreuses féministes turques s'inspirent dorénavant du mouvement féministe kurde. Historiquement, la région kurde était plus conservatrice en ce qui concerne les droits des femmes, ce qui n'est allé qu'en empirant avec la politique oppressive et les conditions économiques imposées dans la région kurde.

Cependant, l'émancipation des femmes est l'un des piliers de l'actuel mouvement kurde de libération. Öcalan, le leader emprisonné du PKK, a eu une phrase célèbre : « tuez l'homme ». C'est l'un des slogans de

l'académie des femmes du Rojava (Kurdistan de Syrie). Bien sûr, cette citation est à prendre de façon métaphorique, mais elle démontre un changement puissant dans les consciences. Les combattants kurdes en Turquie et en Syrie suivent des cours de féminisme radical pour déconstruire le système de valeurs patriarcal. Ce même mouvement a également promu systématiquement un système de parité consistant à placer des co-dirigeants hommes et femmes à tous les postes de responsabilité en Turquie et en Syrie.

Les municipalités, les partis politiques et les forces militaires des régions kurdes de la Turquie et de la Syrie doivent garantir que le pouvoir est partagé, pour chaque poste, entre un homme et une femme.

Comment se passe la vie des personnes LGBT en Turquie aujourd'hui ?

Depuis plusieurs années, les personnes LGBT sont également confrontées à une pression accrue de la part du gouvernement d'Erdogan. En réalité, la police a essayé d'empêcher la *gay pride* d'Istanbul ces deux dernières années. Bien sûr, comme pour les libertés des femmes, ce n'est pas facile pour le gouvernement de supprimer tous les droits LGBT d'un coup, mais ces droits peuvent être complètement perdus en quelques années, comme cela s'est produit ailleurs. La société iranienne était, à une époque, très libérale à l'encontre des relations personnelles/sexuelles, malgré une violente dictature. Maintenant, sous le régime despotique actuel, les Iraniens ne bénéficient plus de ces libertés passées.

La Turquie semble suivre le même chemin : en plus de l'absence de libertés politiques, les libertés « personnelles » vont être de plus en plus restreintes. [...]

Source

Kurdish Question

Traduction : Merhaba Hevalno



au Bakûr (bis) :

♦ **MAIRIES** : Le gouvernement AKP continue à designer des administrateurs pour remplacer les co-maires et co-maires DBP destitué.e.s. Le mois dernier, plusieurs d'entre ont été assassinées par des combattant.e.s du PKK. Ce mois-ci, celui de Van, ainsi que celui de Derik, ont été tués, le deuxième par une bombe posée dans son bureau. Celui de Özalp (région de Van), plus 3 de Ergani (région de Amed) ont démissionné. À Amed, la mairie a été transformée en une véritable zone militaire à l'occasion de l'arrivée du nouveau maire, envoyé suite à l'arrestation du co-maire et de la co-mairesse. [ANF]

♦ **KJA** : Fin octobre, les locaux du KJA (Congrès des Femmes Libres) situés à Amed, ont été perquisitionnés par la police. Sa porte-parole, Ayla Akat Ata, avait déjà été arrêtée lors d'un rassemblement contre l'arrestation des co-maires.ses HDP d'Amed. [ANF]

♦ **QANDIL** : Le gouvernement turc a déclaré son intention de mener des opérations militaires contre les guérillas kurdes situées dans la région

kurde en Irak. [KurdishQuestion]

♦ **DROITS HUMAINS** : Selon un bilan extensif publié par l'Association des Droits Humains de Amed, plus de 2000 personnes ont été tuées depuis la reprise des conflits armés au Bakur en juillet 2015. Depuis le début de l'année 2016, 2591 maisons ont été perquisitionnées, et plus de 30 manifestations ont été interdites. [ANF]

♦ **« COUVRE-FEU »** : Les bombardements et attaques de l'armée turque ne cessent toujours pas. Des mesures de « couvre-feu » ont été imposées récemment dans 15 villages situés dans les districts de Licê, Hazro et Kocaköy (région de Amed), 11 villages dans la région de Dersim, 11 autres dans le district de Ovacik et 2 dans la région de Bitlis. Dans la région de Gever, l'accès est désormais interdit dans 9 quartiers de 6 villages différents. À Nusaybin, des manifestant.e.s ont démonté des grillages autour du quartier de Kanika, sous couvre-feu. [ANF]

♦ **ŞIRNAK** : Après avoir menacé de brûler les campements (et leurs habitant.e.s) installés à la périphérie de la ville depuis le début du

couvre-feu en mars (voir MH8), les forces de l'état turc avait commencé à tirer sur les tentes, y compris depuis des hélicoptères. Tout comme les CRS à Calais, les soldats turcs ont ensuite commencé à détruire les campements, forçant les habitant.e.s à fuir. Malgré les circonstances et les attaques permanentes des soldats turcs, des habitant.e.s continuent d'affirmer qu'ils ne quitteront pas leurs terres. [JINHA, ANF]

♦ **CIZRE** : Les rues, ainsi que les bâtiments dont les sous-sols étaient devenus le tombeau des personnes brûlées vives (voir MH1) n'existent plus. Ces lieux, qui selon ANF « constituent un monument important dans le mémoire collective des Kurdes », ont été rasés fin octobre par les bulldozers qui continuent à détruire des parties entières de la ville. [ANF]

♦ **MÉDIAS** : 3 journalistes de l'agence de presse DIHA ont été arrêté.e.s et emprisonné.e.s ; leurs locaux de Çukurova, Ağrı et Amed ont été perquisitionnés et scellés. Le local de l'agence de presse féminine, JINHA, situé à Amed, a aussi été scellé suite à une perquisition début novembre. Son compte Twitter a été hacké par le

groupe Börteçine, qui y poste désormais des commentaires racistes et misogynes. Suite à l'arrestation des parlementaires HDP, les réseaux sociaux ont été bloqués en Turquie. Au Bakur, l'internet a été complètement coupé. L'accès au site d'info sendika.org a aussi été bloqué. Une quinzaine de publications (journaux, magazines etc.) ont été censurés depuis le début du mois, y compris celui qui a fait le plus de bruit ici en France, le quotidien Cumhuriyet. [ANF, JINHA]

♦ **Le TAK** (Faucons de la Liberté du Kurdistan) a revendiqué l'attaque kamikaze contre les locaux de la police anti-terroriste à Amed. Les policiers ont ouvert le feu à plusieurs reprises sur les personnes rassemblées devant le bâtiment où l'attaque a eu lieu. À Kızıltepe, une bombe a explosé à côté du local AKP. [ANF]

♦ **EXÉCUTIONS** : Une vidéo a été postée sur la page Facebook d'un certain Türk Askeri (Soldat Turc), dans laquelle on voyait des soldats exécuter deux combattantes ; l'une jetée d'une falaise, l'autre exécutée par balle. La vidéo, dont on ne connaît ni le lieu ni la date, a finalement été enlevée. [JINHA]

« JE DÉTRUIRAI LES PRISONS AVEC MON STYLO ET MON PINCEAU »

Initialement publié le 5 octobre 2016 par JINHA (l'agence de presse de femmes basée à Diyarbakır)

Zehra Dogan, éditrice de JINHA, actuellement enfermée dans le centre pénitentiaire de type E de Mardin, a écrit une lettre à JINHA. Elle y décrit la prison comme un lieu de résistance. [...] Zehra Dogan a passé des mois à couvrir les événements de Nusaybin (district dans la province de Mardin), où un couvre-feu a été décrété le 3 mars dernier. Zehra a été arrêtée dans la soirée du 21 juillet, alors qu'elle était dans un café avec ses collègues. [...] La cour l'a

placée en détention en attendant le jugement pour « *appartenance à une organisation illégale* ». Zehra utilise à la fois ses dessins et ses reportages pour informer l'opinion publique internationale sur les réalités de mois entiers d'attaques de la part de l'État sur Nusaybin. Il y a peu, elle s'est levée contre la fermeture du journal Özgür Gündem en sortant un « Özgür Gündem en prison » avec ses codétenues [cf. Merhaba Hevalno 8]. Dans sa dernière lettre à JINHA, Zehra décrit les changements qu'elle a vécu depuis son arrivée en prison et l'émergence du concept de l'« Özgür Gündem en prison ».

Voici sa lettre :

« Chère JINHA,

Je me suis réveillée aujourd'hui dans cette prison, qui est un lieu de grande camaraderie, loin de vous toutes, pour un nouvelle journée. Cette ville où le vent emporte la poussière aride de Mardin, au riche passé historique, est propice aux rêveries. C'est la ville de naissance de Mani [NdT : prophète, fondateur du manichéisme], qui a voyagé de pays en pays pour annoncer la vérité, et qui a essaimé son enseignement au travers de ses toiles. C'est aussi la cité de Shahmeran [NdT : la reine des serpents, créature légendaire], qui selon les légendes, possédait la sagesse en elle. Être ici, même en tant que prisonnière, me donne de la force.

Oui, c'est dur pour moi d'être captive sur ma propre terre, mais dès que je suis entrée ici, je me suis retrouvée entourée par 45 femmes pleines de sagesse, des femmes qui étaient devenues des déesses. Quand j'ai vu l'étincelle qui brillait dans leurs yeux, j'ai compris que le plus important espace de lutte est celui-ci, pressé entre quatre murs. Lorsque j'ai compris que chacune des femmes avec qui je parlais portait dans son cœur une formidable histoire de lutte, j'ai pu puiser en elles de la force. Lors de mon premier jour en prison, j'étais anéantie d'être si loin de mon travail et de JINHA, puis je me suis rendue compte que c'était ici que l'actualité la plus importante se déroulait. C'est ici qu'une journaliste doit être, pour informer le public de chaque injustice qui se produit. Qui sait, c'est peut-être même pour ça que je suis ici. Pendant l'interrogatoire, après avoir été arrêtée, les interrogateurs me demandaient constamment, avec leur mentalité masculine : « *Pourquoi fais-tu ce travail ? Pourquoi fais-tu des reportages ? Pourquoi dessines-tu ?* » En réalité, lorsque nous avons commencé

notre travail à JINHA, qui est l'héritière de la résistance des femmes, nous avons pris nos stylos avec ce cri : « *nous écrivons sans penser à ce que les hommes en diront* ». Et pendant que nous écrivions, nous avons appris que « *quand les femmes se mettent à écrire, l'image des hommes dans le miroir commence à s'amenuiser* ». C'est pour cela que je ne sentais aucune obligation de leur répondre.

Même emprisonnée derrière des barreaux de fer, ils ne pouvaient pas m'enlever ma meilleure arme contre les oppresseurs : mon stylo et mon pinceau. Je suis consciente d'avoir le droit de les avoir grâce au sacrifice de nombreux gens sages avant moi, et je sais qu'on ne peut plus facilement me retirer ce droit. Je ne me sens pas isolée de la société, ni de JINHA. Au contraire, je me vois en ce moment comme une reporter de prison pour JINHA, et cela me rend fière. Nous formons l'aspect média de la lutte des femmes pour notre liberté, et c'est pour cela que la prison est l'un de nos principaux champs de bataille. « *Une vie libre doit être une réalité infinie*. » Et je pense que c'est ici que je peux le mieux voir cette réalité infinie.

Je vois une prison qui contient tant de personnes sages comme une grande école de pensée. Pendant mon emprisonnement, en particulier, je me suis rendue compte à quel point ma profession est importante. Le jour où Özgür Gündem a été interdit a été le pire jour pour beaucoup de gens dans la prison. Ma codétenue était si triste qu'elle en pleurait. Et la réalité m'est apparue comme une révélation. Notre journal, celui qui décrivait la vérité, et ses souffrances et sa résistance, avait été fermé, et cette fermeture nous enfermait. La réaction populaire, comme par exemple celle de mon amie, illustrait cela clairement. C'est à ce moment là que nous avons pensé « *Le journal a été fermé et nombre d'entre nous ont été emprisonnées. Il est grand temps que nous amenions le journal dans ce lieu* ».

Tout le monde était enthousiaste à cette idée, et nous nous sommes mises immédiatement au travail. Il y a de nombreuses prisonnières ici dont le traitement devait être révélé, qui ont subi diverses tortures et violations de leurs droits. La meilleure idée pour faire connaître la réalité de la prison était de publier un journal. Nous avons travaillé des jours et des nuits durant pour créer l'Özgür Gündem en prison et pour nous battre pour ce journal. Nous continuons à le faire régulièrement. Nous

n'avons ni ordinateur ni imprimerie, mais nous avons des stylos et du papier. Nous n'avons pas d'appareils pour prendre en photos les gens sur qui nous écrivons, mais nous sommes aussi des artistes. Si nous ne pouvons pas photographier, nous pouvons dessiner. Le plus j'écrivais et je dessinais, le plus on me parlait. Au début j'étais seule à travailler sur ce journal. Le jour même où il a été transcrit sur papier, la porte de fer de la prison s'est ouverte. Une autre journaliste, Şerife Oruç, nous a rejointes. Au moment où nous en avions le plus besoin, elle est venue à nous. Nous avons un journal, peut-être que beaucoup de gens l'ont lu maintenant.

Aujourd'hui, il y a quantités de journalistes dans nos quartiers. Beaucoup de nos amies se sont formées pour être reporters et écrire pour l'Özgür Gündem en prison. Je donne aussi des leçons de dessin deux fois par semaine, pour qu'elles puissent illustrer les nouvelles. Nous avons récemment commencé à préparer une exposition artistique, dont les bénéfices seront envoyés en soutien aux zones autogérées. Nous consacrons plus de temps à ça qu'à l'emprisonnement. Toutes nos amies ont l'esprit des « petits généraux d'Apê Musa » [NdT : enfants kurdes qui distribu(ai)ent les journaux interdits, censurés ou saisis par le gouvernement] en elles. On dit que « *Puisque le salut des humains ne vient pas de Dieu, il doit se trouver sur la Terre* ». C'est pour cela que nous cherchons à faire des prisons un espace de luttes. Je ne serai peut-être jamais libérée, nous sommes en Turquie après tout. Je ne m'attends pas vraiment à ce que ça se finisse bien.

Je sais que grâce aux techniques de résistance des femmes découvertes grâce à JINHA, je détruirai les prisons avec mon stylo et mon pinceau. N'oubliez pas que le stylo et le pinceau sont toujours entre mes mains. Vous me manquez et je vous embrasse toutes. »

Source

JINHA – Traduction : Merhaba Hevalno



ÊTRE UN ENFANT INTERSEXE AU VILLAGE EN TURQUIE



Cet article est un témoignage de Şerife, publié sur *İnterseksüel Şalala*, en turc, en kurde et en anglais. Nous reproduisons ici la traduction française réalisée par Kedistan, qui par ailleurs nous donne ce conseil (que nous partageons!) : *« Pour aller plus loin, non pas géographiquement mais dans le sujet, nous vous invitons à lire le reportage avec Vincent Guillot publié sur histoiresordinaires.fr ».*

Savez-vous ce que c'est que d'être intersexe en Anatolie, ou encore dans un quelconque village de Turquie ? Moi, je le sais. Je connais ces douleurs. Celle d'être un enfant à qui on donne des surnoms. Celle d'entendre les soupirs de ma mère devant les questions. Écoutez le de moi, qui, il fut un temps, ne savais pas parler en turc.

Je pense que j'avais, 5 ou 6 ans... Je me souviens que quelques femmes du village avec ma mère m'avaient fait allonger de force, et entre mes pleurs et hurlements, observaient mon entrejambe, en tâtant et en commentant. Elles consolaient ma mère : *« Regarde là, on voit, sa place est évidente. Ils l'ouvriront, avec l'aide du Dieu »* et elle les rejoignait avec reconnaissance *« Amen, Inchallah »*.

Je percevais pour la première fois qu'un morceau de moi était mauvais, un *« öcü »* [créature maléfique qui fait peur]. Une communication avait commencé entre mon cerveau et cette région de mon corps. De peur, je me suis tenue des jours et des jours loin des personnes âgées. C'était au printemps 1978.

Le fait que je sois forte physiquement, me permettait de gagner tous les jeux et mes amiEs qui ne supportaient pas cela, me donnaient de nombreux sobriquets. Il s'agissait des surnoms en kurde faisant référence au fait que j'étais à la fois une fille et un garçon, qui décrivaient mes organes génitaux, qu'elles citaient l'un après l'autre. Je devenais dingue, et je laissais ce chœur derrière, je courrais à la maison pour me plaindre à ma mère. Ma mère les maudissait et me flattait *« Ils n'arrivent pas à ta cheville »* et en général, les engueulait.

Quand je suis arrivée à l'âge d'aller à l'école, j'ai compris mieux ce que c'était l'exclusion. J'ai appris à mettre de la distance entre les gens et c'est à cette époque là que j'ai commencé à parler avec moi-même.

L'école allait commencer, les affaires scolaires de mes paires étaient achetées, elles me les ont montrés. J'ai couru à toute vitesse

de la place du village jusqu'à la maison. À la maison, il y avait mon père, ma mère et mon grand frère. Toute essoufflée, j'ai demandé quand est-ce qu'ils allaient m'acheter mon matériel. Il y a eu un silence et j'ai cru entendre ma mère dire, même si je ne comprenais pas tout, *« Qu'on le/la laisse y aller »*. Mon père, à répondu à ma mère, sans regarder mon visage et avec colère, *« Arrête de grogner. Les enfants de trois villages viennent à la même école. Il/elle rentrera à la maison, tous les jours avec un problème. Les enfants ne le/la laisseront pas tranquille. Illes lui tomberont sur la tête, tu veux qu'on soit déshonorés ? »*. Ma mère a répliqué : *« Qu'ils s'occupent de leurs affaires, mon enfant n'a rien »*. Je me souviens de cela. Mon frère a soutenu mon père et a défendu le fait que je ne devais pas aller à l'école. Il m'a regardé avec dégoût et a grommelé *« Dégage ! Y a pas d'école ! »*, puis m'a poussé, giflé et mis à terre. Désormais, sa parole avait de la valeur, il ne restait plus qu'une semaine jusqu'à son mariage. Il m'a aussi conseillé fermement, *« Quand les instits passent au village, ne te montre pas, cache-toi. Sinon je t'écrase sous mon pied »*. Il ne me restait plus qu'à dire *« D'accord mon frère »*. Si c'était seulement lui... Il y avait des camions qui transportaient les ouvriers à l'usine. Quand je les voyais, je me cachais à tout prix, parce que, eux aussi, criaient après moi, avec mes fameux sobriquets. Tous les matins et tous les soirs, c'était des heures où je mourrais de nouveau.

Je n'ai pas renoncé, parce que j'étais plus intelligentE et plus fortE que toutEs. Ma mère me donnait ma ration le matin, et j'emmenais nos bêtes sur les prairies proches de notre village, pour les faire paître. Au pâturage, j'avais organisé les enfants de mon âge, chacun devait m'apprendre à tour de rôle, ce qu'elle avait appris à l'école. Behiye, Şevket, Satı, Fatma... J'avais appris toutes les lettres, les nombres et ensuite à lire. Mais cela n'a pas duré très longtemps, car illes m'ont toutEs mouchardéE à leur famille. Alors les parents se sont pointés à notre porte. C'est encore ma mère qui a trinqué.

J'étais donc la source de honte de ma famille, et le *« öcü »* qu'il fallait cacher. Quand il était question d'argent, illes n'avaient portant pas honte. Particulièrement mon frère. Quand j'ai eu 10 ans, il m'a emmenéE à l'usine de briques avec lui. Les *« conseils »* ont duré ici aussi. *« Ne parle avec personne. S'ils te disent quelque chose, tu nous dis, ne bats personne »*. Comme j'étais grande et fortE, on me donnait du boulot dans tous les secteurs de l'usine et je réussissais toutes les tâches. Les gens ne s'occupaient pas de moi en travaillant et du fait que je sois pratique, je gagnais l'appréciation de toutEs. Nous avions acheté une télé, et grâce à cela j'ai appris à parler très bien le turc. Le soir, le transport d'ouvriers qui nous ramenait s'arrêtait au centre-ville pendant trois minutes, alors je sautais du véhicule pour courir acheter les journaux, Güneş, Cumhuriyet ou Bulvar, celui que je trouvais. Certaines personnes de notre transport rigolaient, d'autres appréciaient. Illes savaient toutEs que je n'étais jamais alléE à l'école, mais ceux et celles qui y étaient allés, ne savaient pas lire comme moi.

Mon cher frère, plus sa domination sur moi s'affaiblissait, plus il prenait des décisions agressives. Il m'a interdit d'acheter des journaux. Pas de problème, alors j'ai acheté des livres. Et j'ai continué à lire tout ce que je trouvais.

Ce sont les choses que j'ai vécu au village jusqu'à mes 12 ans. J'espère partager avec vous prochainement, les étapes suivantes de ma vie.

source

Kedistan.net



LE ROJAVA : OSER IMAGINER [PARTIE 1]

Un texte de Dilar Dirik

Dans un monde capitaliste dans lequel le consumérisme et l'individualisme s'intensifient de manière extrême, où aucune cause ne semble assez bonne pour qu'on lutte pour elle, une résistance collective jusqu'à la dernière balle semble être un acte incroyablement irrationnel.

Les sacrifices, la résistance, le communalisme, et la lutte pour la justice et la liberté ont été rejetés tellement loin de nos consciences qu'elles semblent accessibles uniquement en tant qu'objets consommables, tels que des débats théoriques vides de sens, des manifs de temps à autre, des shoots d'adrénaline devant nos écrans et des tee-shirts rebelles fabriqués par des magasins de vêtements !

[...] Alors que les rêves étaient brutalisés et massacrés dans les sphères publiques du Sud mondial ou tués préventivement dans l'œuf dans l'Occident développé capitaliste, la volonté d'une communauté toute entière de se mobiliser collectivement pour se défendre contre la doctrine mortifère de l'État Islamique et au-delà de cela, pour protéger les couleurs diverses de la mosaïque du Moyen-Orient, pour prendre leur destin entre leurs mains, résonnait chez toutes les personnes en lutte à travers le monde.

Que des femmes d'une communauté oubliée deviennent les plus féroces ennemies de l'EI, dont l'idéologie est basée sur la destruction de toutes cultures, communautés, langues et couleurs du Moyen-Orient, bouscule la compréhension ordinaire de ce qu'est une volonté politique. Ce n'est pas parce que des hommes protégeaient des femmes ou qu'un État protégeait ses "sujets" que Kobané restera inscrite dans l'Histoire humaine de la résistance, mais parce que des femmes et des hommes souriant.e.s ont tourné leurs idées et leurs corps vers la frontière idéologique sur laquelle l'EI et sa vision violente du monde se sont effrités.

[...] Soudain, le Kurdistan est devenu un pèlerinage pour les mouvements anti-système et révolutionnaires du monde entier. Qu'est-ce que la liberté, qu'est-ce que l'autonomie ? Leurs yeux se tournaient vers la Mésopotamie pour remettre ces questions en perspective. L'émergence d'une démocratie radicale en plein milieu de l'enfer a provoqué un moment d'introspection pour les groupes en lutte à travers le monde.

[...] Demandons-nous : qu'est-ce que le Rojava veut dire dans l'histoire, pour le présent et le passé ? Qu'est-ce qui fait que les idées deviennent des actes ? Qu'est-ce que veut dire le Rojava en cette époque de révolutions détournées et critiquées ? Tout ceci est bien abstrait, j'en ai conscience, mais laissez moi vous

emmener en voyage. Ne vous inquiétez pas, c'est pour la recherche !

* * *

Pour une jeune personne du Kurdistan Nord (Kurdistan de Turquie ou Bakûr), dont le sentiment de Kurdicité s'est formé autour de la lutte de gauche révolutionnaire d'un peuple opprimé, c'est quelque chose d'étrange d'arriver dans cet endroit qui est internationalement accepté comme étant le "Kurdistan" - le Kurdistan d'Irak, ou Kurdistan du Sud (Başûr). Le mot Kurdistan est écrit dans l'espace public, beaucoup trop près de panneaux publicitaires turcs, comme si tout allait bien entre eux.

Est-ce que ce sont des Kurdes qui ont vraiment planté ces arbres ? Ouvert ces écoles ? Au milieu des centres commerciaux importés des États-Unis après 2003, à l'architecture inspirée du concept stérile universel qui fait que vous pourriez vous croire à Londres, Paris ou New York, même si l'EI est à seulement quelques kilomètres, au milieu des faux sapins de Noël et des résidences de vacances, des hôtels de luxe et de gens qui ont l'air de faire du business, on se demande si c'est bien ici qu'a eu lieu un jour la résistance contre Saddam Hussein.

Les Kurdes de Turquie, dont l'existence a été niée, ont vécu dans la lutte, ont

donné un sens à leur identité dans l'action, l'ont remodelée, réarticulée, et ont complètement politisé l'identité qu'on appelle "Kurde", l'ont transformée en une plateforme de lutte radicale pour la démocratie. Un vent similaire soufflait dans le Kurdistan Sud à une époque, mais un nouveau concept de "liberté" l'a remplacé.

Ici, je regarde autour de moi et je vois deux choses qui me sont familières : la Kurdicité, quoi que veuille dire ce mot, et de l'autre côté le capitalisme et son meilleur ami, l'État. Mais alors, c'est du... capitalisme, de l'Étatisme en Kurde ! Est-ce même intrinsèquement possible ?! Kurdistan, qu'y a-t-il dans ce mot ? L'identité est clairement ce que l'on en fait. La liberté est le système que l'on choisit de construire. La suite plus tard.

Donc voilà où j'en étais en laissant derrière moi le glorieux Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK) qui dépend des importations de yaourt d'Iran et de poulet du Brésil, comme si cette géographie n'avait pas fait partie d'une des plus anciennes civilisations, l'ancienne Mésopotamie ; j'ai traversé le Khabour, qui mène à la rivière Euphrate qui a nourri et qui a donné naissance à tant de vie, de cultures, de langues et de civilisations et qui à présent, dans l'actuel ordre mondial des états-nations, divise arbitrairement deux constructions monopolistiques artificielles mais violemment efficaces, nommées « Irak » et « Syrie ».

Je ne sais pas si vous me croyez lorsque je dis que j'ai ressenti physiquement la révolution. « Comment peut-on sentir la liberté dans son corps ? » pourriez-vous légitimement demander. Pourtant – que la déesse Ichtar me soit témoin – à peine avais-je posé le pied sur le sol du Rojava, tout à coup, j'ai respiré librement pour la première fois de ma vie. Et même si je me trouvais dans l'un des endroits les plus dangereux du monde, je ne me suis jamais autant sentie en sécurité. J'étais dans les bras de nos rêves vieux de dizaines d'années, ils m'enlaçaient, dansaient avec moi, séchaient mes larmes. D'une certaine manière, un poids géant, qui semblait dater de milliers d'années malgré mon âge, m'a été retiré des épaules, et le sentiment d'étrangeté entre moi et la société s'est dissous.

Quelque chose d'insidieux et subtile, et pourtant intrusivement oppressif semble s'être évaporé. Comme si les yeux imaginaires que j'ai toujours senti sur moi venaient de disparaître et que pour une fois je devenais moi-même un sujet. C'est alors que j'ai réalisé que l'omniprésence de l'institution de l'État n'existait plus. Que le Kurdistan invitait l'Histoire à une danse de réconciliation. Je me sens humaine, je me sens en paix. Je me perds et je me trouve en même temps... Quelqu'un me sert dans ses bras : « Bienvenue au Rojava ! ».

Tout est sacré, mais pas dans le sens habituel du terme : pas sacré comme quelque chose d'effrayant, pas sacré comme quelque chose de tabou, pas sacré pour maintenir un statu quo. Tout est sacré parce que tout m'appartient, vous appartient, appartient à tout le monde. Parce que son aspect précieux dépend de nous toutes et tous qui en prenons collectivement la responsabilité, de nous qui le déclarons nôtre, qui le déclarons comme étant à tout le monde. Des gens souriants partout, humainement si beaux qu'on n'ose pas les regarder. Ce que l'on ne peut peut-être pas lire entre les lignes écrites des déclarations officielles ou des contrats sociaux depuis le monde extérieur, irradie des yeux des travailleurs ordinaires qui considèrent l'organisation et la mobilisation comme seule manière de survivre. Des personnes qui aiment tellement la vie qu'ils sont prêts à mourir pour elle.

Les quartiers qui ont décidé de s'organiser en communes sont constitués des lambeaux de la Terre – la politique devient vivante, tandis que les rires d'enfants deviennent la mélodie derrière laquelle les décisions sur les heures d'électricité et les comités de pacification sont prises. Ô combien peu efficace, peu officiel – mais c'est ce qui fait sa beauté. Donner du pouvoir à des gens qui n'ont jamais rien eu demande du courage, de la confiance, de l'amour.

Je suis hébergée dans une famille – l'un des fils et mort en martyr, un autre a été blessé dans une explosion, encore un autre est journaliste, et les deux derniers sont dans des académies culturelles. La mère se lève à 5h pour retrouver ses amies dans leur ferme coopérative de femmes et ramène à la maison des légumes frais, pour ensuite

participer au conseil des femmes. En se mobilisant pour sa communauté, elle déclare la guerre au système d'État-nation, vivant ainsi l'autonomie qu'elle souhaite et qu'elle mérite. Le père se rend à la Maison du Peuple écouter les besoins du voisinage. Il y a toujours du monde chez eux. Les gens viennent à l'improviste, avec leurs enfants, qui pour critiquer, qui pour discuter, ou encore pour suggérer et partager des avis. Les problèmes sociaux deviennent sociaux au sens premier du terme, étant donné que chacun.e se les approprie et s'en sent responsable.

Un prêtre me parle de l'urgence de réussir à coexister et de sa foi en la force des femmes. Les Syriques Chrétiens m'apprennent à saluer dans leur langue. Un commandant tchéchène des YPG rit et me coiffe de son moelleux papakha avant que nous prenions une photo. Les jeunes hommes arabes qui défendent les checkpoints près de al-Yaroubia sortent des blagues à notre passage. Les "you-yous" qui s'échappent des lèvres ridées de femmes hautement politisées, en robes colorées et qui apprennent à lire et à écrire dans leur langue pour la première fois sonnent à mes oreilles. Je remarque le bras manquant d'un infatigable membre de l'administration expliquant ce qu'est la lutte pour créer une mentalité libre et indépendante dans la société, une culture démocratique. J'assiste à une pièce de théâtre pour enfants où le "chat travailleur" se libère des "chats dorés". Je pleure en silence devant les fleurs en plastique qui ornent les pierres tombales de fortune de milliers de combattant.e.s et civil.e.s...

L'académie des Sciences sociales de Mésopotamie, créée à Qamishlo en septembre 2014, remet en cause les structures hiérarchiques du monde universitaire, scientifique et intellectuel. L'académie critique la division des sciences sociales en une myriade de matières et rejette activement l'état actuel de la profession. Constituée de trois trimestres, l'année scolaire débute par une introduction à l'histoire et à la sociologie. Plutôt que d'apprendre par cœur des théories bien établies, les étudiant.e.s discutent de l'importance de l'histoire et de la sociologie pour donner du sens au monde, ainsi que de l'aspect subjectif de l'histoire écrite par

l'opresseur dominant. Le deuxième trimestre est consacré aux lectures et aux débats. Le troisième trimestre est dédié à l'écriture d'un mémoire ou à la création d'un projet, dont le but est d'identifier un problème social dans leur communauté et de proposer des pistes afin de le résoudre. Les sciences sociales ne sont pas vues uniquement comme des méthodes de catégorisation et d'analyse, mais aussi comme des outils qui doivent servir la communauté. On n'attend pas des étudiant.e.s des bonnes ou des mauvaises réponses, mais plutôt qu'ils/elles soient capables de proposer des interprétations et des critiques pertinentes, afin d'élaborer des solutions.

Bien que manifestement les étudiant.e.s apprennent des professeur.e.s, à l'académie on ne se réfère pas les un.e.s aux autres en tant que professeur.e ou étudiant.e.s, le mot utilisé est celui de « heval » (ami, ou camarade), étant donné qu'on tente d'éliminer les hiérarchies et les relations de pouvoir. Après chaque session, les étudiant.e.s peuvent critiquer leurs professeur.e.s. Les étudiant.e.s de dernière année enseignent à leur camarades. L'apprentissage devient alors un processus constant au lieu de quelque chose que l'on peut terminer. On me raconte différentes histoires, comme celle d'une femme de 70 ans qui récite des contes traditionnels à l'Académie de Mésopotamie, afin de remettre en question l'écriture de l'histoire par les pouvoirs hégémoniques et le science positiviste, ce qui constitue un acte radical de rébellion contre l'ancien système moniste [NdT: système qui considère que l'ensemble des choses peut être réduit à une substance unique]. L'un des objectifs centraux que poursuit le Rojava concernant l'éducation, est de redonner toute son importance au savoir et à la sagesse, en brisant l'hégémonie des sciences modernes. Le savoir est partout, il demande à être valorisé et partagé.

En-dehors de cette académie-ci, des académies d'art, de cinéma, de femmes, de jeunes, de musique, de sport, d'économie, etc... ont été créées afin de communaliser l'éducation.

Dr. Agirî, médecin et membre d'un des centres de santé qui existent au Rojava, explique que les problèmes de santé

sont très souvent liés aux perspectives de vie et nécessitent donc la politisation de la population. Il affirme que si la santé publique se détériore partout dans le monde, c'est parce que les êtres humains ne sont pas considérés.e.s comme faisant partie de la vie. Les politiques capitalistes des entreprises et des industries ne peuvent être séparées de leurs conséquences sur nos modes de vie et sur nos relations sociales. « Si le mental de la société est malade, le corps tombera malade également ». Par conséquent, la santé, l'éducation, la protection de la nature, l'activisme politique ne peuvent être séparés les uns des autres et l'on doit les regarder comme étant un tout. Il explique comment l'assimilation culturelle des États-nations dépend de la destruction de la mémoire collective, qui en retour dépend de l'éloignement de la nature et de la vie communaliste. Le fait que le stress soit la cause principale de la plupart des maladies et qu'il soit relié aux conditions de vie, montre qu'il faut repenser le système dans lequel nous vivons. Il poursuit sur l'impact de l'urbanisation sans limite et de la technologie sur les personnes, insistant sur le fait que bien qu'étant au milieu de la foule, aujourd'hui les gens se retrouvent seul.e.s, puisque même à l'intérieur des familles, chacun.e s'isole sur son smartphone. Les relations se robotisent, les amitiés deviennent virtuelles. Il pense que c'est un état d'esclavage moderne, où les fouets sont inutiles. Dans une époque où l'obésité est traitée pour des raisons esthétiques et non de santé, il affirme que « la santé est un problème idéologique ». C'est pourquoi, dans leur tentative de créer une société à la fois plus saine et plus politisée, leurs politiques de santé prévoient de développer des espaces verts pour une socialisation écologique, bien que cela soit souvent impossible en raison de l'embargo et des urgences liées à la guerre. La politisation de la société par la cohésion entre la santé et l'individu, la société et l'environnement, est au cœur de la philosophie du Rojava concernant la santé.

Source

dilarg1.blogspot.com

Traduction : Merhaba Hevalno

La suite de cet article de Dilar Dirik dans un prochain numéro...

au Rojava :

♦ **AFRIN / SHEHBA** : La région de Shehba est sous le feu de l'armée turque et des groupes soutenus par la Turquie depuis la mi-octobre. Des habitant.e.s de Shehba ont été contraint.e.s de trouver refuge dans le canton d'Afrin à cause des bombardements turcs. Depuis le 22 octobre, l'armée turque déploie aussi une importante activité à la frontière du canton d'Afrin, qui a reçu au moins 100 obus entre le 19 et le 22 octobre et a essuyé les attaques d'artillerie d'un groupe affilié au CNS (Conseil National Syrien). Un tank turc a été détruit lors d'une attaque des positions des forces révolutionnaires menées par le FDS, avec au moins 13 pertes côté turc. Des groupes soutenus par la Turquie aurait mené des attaques chimiques contre les forces révolutionnaires et des zones civiles sont bombardées. Le 20, la membre du bureau de presse des YPJ Eylül Nûhilat est tombée en martyre alors qu'elle couvrait les attaques de l'armée turque dans la région de Shehba. [ANF, ANHA]

♦ **RÉACTIONS À L'OCCUPATION TURQUE** : Suite à l'invasion du Rojava par l'armée turque, des protestations se sont élevées au niveau local. Le 20 octobre, des citoyen.nes d'Afrin et de Shehba ont organisé une marche vers le village d'Um Hosh pour protester contre les bombardements orchestrés par la Turquie. Le 27, l'armée turque a ouvert le feu sur des habitant.e.s qui protestaient contre la construction d'un mur autour du canton d'Afrin, faisant plusieurs blessé.e.s, dont un officiel du Rojava, Rohilat Arif. Le TEV-DEM a déclaré : « Nous condamnons fermement l'invasion de l'État turc dans la région de Shehba. [...] L'État turc prend pour cible des forces qui combattent Daech. » L'État turc aurait pour ambition d'envahir la Syrie, non pas de combattre Daech. Un discours similaire a été tenu par les Forces Révolutionnaires, qui ont accusé l'absence de réaction de la coalition internationale contre Daech. Elles ont aussi appelé les ONG, le conseil de sécurité de l'ONU, les organisations de défense des droits humains et les forces impliquées en Syrie à arrêter l'armée turque et ses alliés. Le 24, malgré les combats et les bombardements, des habitant.e.s de Shehba continuaient de cultiver leurs champs. [ANF, JINHA]

au Rojava (suite) :

♦ **RAQQA** : Le 5 novembre, les Forces Démocratiques Syriennes (FDS) ont annoncé le début officiel de l'opération « Colère de l'Euphrate » pour reprendre la ville de Raqqa, occupée par l'État Islamique depuis 2014. Selon ANF News, le début de l'opération a été un succès, les FDS ayant réussi à prendre des points stratégiques et à libérer quelques dizaines de villages et hameaux autour de la ville. [ANF]

♦ **MANBIJ** : Des milliers de personnes sont arrivées dans la ville après avoir fui des zones occupées par Daech. Une Maison des Femmes, Mala Jin, y ouvrira ses portes avant la fin du mois. [ANF]

♦ **KOBANE** : Le 1er novembre marquait le 2ème anniversaire de la libération de Kobané et la victoire des forces kurdes contre les milices de Daech.

♦ **PYD À PARIS** : Le PYD s'est rendu à la conférence de Paris réunissant les ministres de la défense de 13 états membres de la coalition contre Daech. Le représentant du PYD en France a accusé la Turquie d'attaquer les combattant.e.s kurdes en Syrie ; il a demandé à la France et au Conseil de Sécurité de l'ONU d'empêcher Erdogan de faire ainsi obstacle à la lutte contre Daech. Les forces kurdes sont prêtes à s'engager dans la bataille pour prendre Raqqa. [KurdishQuestion]

♦ **SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE** : L'info continue à tourner dans les médias syriens comme quoi les YPG imposent le recrutement forcé dans les zones qu'ils contrôlent, surtout depuis les pertes essuyées contre l'Armée Syrienne Libre soutenue par la Turquie. [Raqqa-sl]



♦♦♦ suite de la p. 1

loin d'être résolue ; d'ailleurs, la Turquie pose encore son veto pour empêcher que les forces kurdes ne rentrent dans Mossoul. Un troisième texte, paru sur *Orient XXI*, explore le devenir des Sunnites, aujourd'hui majoritaires dans la province, mais qui ne se retrouvent pas dans une position simple pour autant. Et le dernier, tiré de *Rojhelat*. info, revient sur les intérêts du croissant chiite. Ces trois populations – Kurdes, Sunnites et Chiïtes – représentent une majorité des habitant.e.s de Mossoul, mais de nombreuses « minorités » habitent également cette région et risquent d'avoir encore moins leur mot à dire, face aux puissances mondiales qui tournent autour de la ville comme des rapaces.

La Question Kurde et l'Opération de Mossoul

Un texte de Selahattin Erdem
daté du 11 octobre 2016

[...] L'imminente « Opération de Mossoul » est sur tous les agendas. D'après les médias et les déclarations des cercles politiques, « *l'opération pour libérer Mossoul de Daech est imminente !* ». La question de quelles sont les forces qui vont y être impliquées est sans aucun doute très importante. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas encore une force militaire évidente ayant la capacité de le faire, ni de préparatifs concrets pour débarrasser Mossoul de Daech.

Malgré cette situation et malgré le fait que Mossoul soit toujours entre les mains de Daech, des discussions sont menées en ce moment autour de qui leur succédera à Mossoul. [...] D'un côté nous avons Bagdad, son allié l'Iran, et les Forces Paramilitaires Chiïtes alliées de l'Iran. De l'autre côté, il y a le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), son allié la Turquie, et les Forces Paramilitaires Sunnites entraînées par la Turquie. Et au milieu, nous avons les États-Unis, qui essaient de réconcilier ces forces.

La Turquie ne veut pas les Kurdes à Mossoul

Dans ce contexte, le gouvernement irakien essaye de convaincre la Turquie de retirer ses soldats de Bashiqa afin que les Forces Paramilitaires Sunnites ne bénéficient plus du soutien turc. S'ils y arrivent et que Mossoul est prise à Daech, alors les Arabes Chiïtes deviendront plus

influent dans l'administration de la ville. En outre, dans cet environnement conflictuel, l'influence des guérillas du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) aura également la possibilité de se développer et les Kurdes auront quelque chose à dire dans l'administration de Mossoul. C'est pourquoi l'État turc ne veut en aucun cas que l'influence des Kurdes libres s'étende à Mossoul ; à tel point qu'il est en train de mener une attaque sans précédent contre l'administration irakienne.

La négociation de Mossoul avec Daech

[...] Alors comment Mossoul va-t-elle être libérée ? En ce moment, l'État turc et son gouvernement AKP sont sur le devant de la scène, et la rhétorique agressive employée ces derniers temps devient plus intelligible. La Turquie a montré avec Jarabalus [NdT : cf. *Merhaba Hevalno* 7] qu'elle peut prendre le contrôle sur les zones dominées par Daech en négociant un accord avec eux. C'est pourquoi nous pouvons présumer sans trop de risque que ceux qui sont occupés à négocier à propos de Mossoul estiment que l'État turc peut trouver un accord avec Daech ordonnant celui-ci à quitter la ville.

La Troisième Guerre Mondiale dépend maintenant de la Question de Mossoul

[...] En cours depuis un quart de siècle, la 3ème Guerre Mondiale dépend maintenant de

la Question de Mossoul et, par extension, de la Question Kurde, qui en est inséparable. En regardant avec attention, on peut voir que ceux qui négocient autour de qui prendra le contrôle de Mossoul avant même que celle-ci soit libérée tentent également d'empêcher la participation et l'influence kurdes sur la ville. Cette initiative est tout d'abord mise en œuvre par l'État-nation fasciste turc, dont la politique est le négationnisme et l'éradication des Kurdes.

[...] Il est aussi crucial de rappeler le rôle important qu'a joué Mossoul autant pour achever la 1^{ère} Guerre Mondiale que pour faire en sorte que la modernité capitaliste devienne le système mondial dominant.

Comment cessa la guerre de Mossoul

Comme il est bien connu, la question kurde était nommée autrefois la question de Mossoul. Au début du XX^e siècle, les Kurdes étaient la population majoritaire dans la province de Mossoul. Malgré la fin de la 1^{ère} Guerre Mondiale en 1918, la guerre de Mossoul ne prit fin que 8 ans plus tard en 1926. Bien que l'administration britannique et le mouvement kémaliste [NdT : *mené par Atatürk*] signèrent l'Accord de Lausanne en 1923 pour tracer les frontières de la Turquie, ce ne fût qu'avec l'Accord d'Ankara de 1926 que la frontière turco-irakienne fût établie. De 1920 à 1926, la 1^{ère} Guerre Mondiale continua officiellement comme guerre de Mossoul.

Alors comment s'est fini cette guerre ? La Rébellion de Cheikh Saïd [en 1925] [...] joua un rôle important. Inquiète par la revendication kurde de liberté et craignant que le développement de l'influence kurde sur Mossoul ne la renforce, l'administration turque laissa Mossoul aux Britanniques, avec qui elle s'en était déjà disputé le contrôle. En échange, les Britanniques promirent d'adopter la politique turque de négation et d'éradication des Kurdes et firent en sorte que Mossoul devienne une province arabe.

L'Arabisation de Mossoul

Avant cet accord, Mossoul était comprise dans le Pacte National (Misak-ı Milli) de 1920. La majorité de la population de Mossoul était kurde, et le Pacte National désignait les « terres habitées par des Trucs et des Kurdes », comprenant la province de Mossoul. Cependant [...] l'État turc, en échange de certains intérêts et afin que les Britanniques ne s'opposent au génocide kurde, donna Mossoul à la Grande Bretagne. La politique de génocide kurde fut ainsi cimentée et Mossoul fut transformée en une terre arabe.

[...] [En plus des changements démographiques, les terres de Mossoul furent divisées en de plus petites provinces pour rendre les Kurdes minoritaires dans la province de Mossoul.] C'est ainsi que les provinces de Kirkuk, Sûlêmaniyeh, Hewler (Erbil) et Duhok furent formées.

Actuellement, la 3^{ème} Guerre Mondiale s'est recentrée sur l'Irak, le Syrie et la Turquie et a remis la question kurde au premier plan, qui à son tour est entrée dans la mêlée comme la question de Mossoul. [...]

Mossoul en échange du génocide kurde

[...] En échange du soutien pour mener le génocide kurde et pour rester au pouvoir, Erdogan veut donner Mossoul et Daech aux pouvoirs mondiaux capitalistes menés par les États-Unis. Pour cette raison il tente de s'assurer que Mossoul tombe dans les mains des Arabes Sunnites. En principe la Turquie n'a aucun problème avec le fait que Mossoul soit entre les mains de Daech, mais étant donné qu'elle voit que le groupe va être déchu, elle veut placer Mossoul sous le contrôle de forces similaires qui sont aussi sous son influence.

Par conséquent, il n'existe pas réellement d'opération pour se débarrasser de Daech. Ce qui existe, ce sont des négociations sur Mossoul en échange du génocide kurde. Si ces négociations aboutissent, alors les Kurdes seront encore une fois les principales victimes, comme tout au long des 90 dernières années. Et parmi les Kurdes, ce seront les Kurdes du Sud (GRK, Irak) qui vont souffrir le plus. [...] [Dans ce scénario], le statut actuel du Kurdistan Sud [NdT : *le Gouvernement Régional du Kurdistan, semi-autonome de l'État irakien*] sera impossible à maintenir. Le KDP, en premier lieu, ainsi que tous les autres groupes et populations du Sud doivent se rendre compte de ce fait et se lever contre ces politiques.

Note [de l'auteur] : Le mot génocide est utilisé dans son sens large : laisser les Kurdes sans statut ou reconnaissance politiques, l'assimilation culturelle, la mort, la persécution et la vie en tant que sous-humains (cf. massacres de Halabja, de Anfal ou de Dersim).

[Note de Traduction : La critique de « l'arabisation » concerne la politique de déplacements démographiques visant à isoler certaines populations – ici les Kurdes – rendues alors minoritaires, à des fins de meilleur contrôle ultime de toutes les populations – y compris la population arabe.]

au Başûr :

♦ **SHENGAL** : Le 12 novembre, les Unités de Résistance de Shengal (YBŞ) et les Unités de Femmes de Shengal (YJŞ) ont lancé l'opération « Initiative pour Venger les Femmes Yezîdis » en attaquant des positions de Daech dans des villages au sud de Shengal. Dans un communiqué, les (YJŞ) ont déclaré : « Des gangs (de Daech) retiennent en otage des milliers des nôtres. Nous n'avons pas oublié les femmes Yezîdis vendues sur le marché de Mossoul ou brûlées vives. Nous savons que celles qui sont prises en otage par Daech attendent qu'on vienne les libérer. Nous ne nous arrêterons pas tant que nous n'ayant libéré et vengé toutes nos femmes. » [ANF]

♦ **KIRKUK** : Le 21 octobre au petit matin, l'Ei a lancé trois attaques simultanées contre des bâtiments officiels à Kirkuk (80 km sud d'Erbil). Les affrontements violents ont ensuite eu lieu entre les forces de sécurité de la ville et des membres de Daech. Suite à une invitation lancée par le Commandement des Peshmergas, des combattant.e.s du HPG et de YJA-Star se sont jointes aux affrontements. Selon un combattant de Daech capturé lors des batailles, l'État turc aurait organisé ces attaques, au point de transporter les combattants par hélicoptère jusqu'à Kirkuk. Bilan des pertes humaines : 74 membres de Daech et une trentaine de combattant.e.s kurdes et civil.e.s. [ANF]

♦ **BAGDAD** : Suite à un appel à mobilisation de la part du clerc chiite Muqtada al-Sadr, des milliers de personnes se sont rassemblées devant l'ambassade turque de Bagdad pour manifester contre la présence de l'armée turque en Irak. [ANF]



Source

Kurdish Question

Traduction : Merhaba Hevalno



MOSSOUL, CLÉ DE L'AVENIR D'UN IRAK UNIFIÉ RECONQUÉRIR LA VILLE, ET APRÈS ?

Ce texte est paru le jour même du lancement de « l'opération Mossoul » sur le site Orient XXI.

Son auteure, Myriam Benraad, est spécialiste de l'Irak et du Moyen-Orient, chercheuse associée à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (Iremam).

La bataille de Mossoul a commencé. Le premier ministre irakien Haïdar Al-Abadi et le président américain Barack Obama ont promis la défaite imminente de l'organisation de l'État islamique (OEI). La bataille qui s'engage au cœur du « califat » s'annonce toutefois bien plus complexe que prévu. Plus encore, il n'est pas dit qu'elle parvienne à mettre fin aux violences qui rongent l'Irak depuis plus de treize ans et qu'elle puisse ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire du pays.

« Nous nous tenons à vos côtés, comme vous vous tenez auprès de nous. Avec l'aide de Dieu, la victoire est proche. Aujourd'hui, nous avançons ; demain, nous vaincrons et travaillerons ensemble pour rétablir la vie, les services et la stabilité dans chaque ville et chaque village. » Par cette annonce, diffusée le 4 octobre 2016 sur les ondes de la radio irakienne, le premier ministre Haïdar Al-Abadi promettait à Mossoul, tombée il y a deux ans, la défaite imminente de l'organisation de l'État islamique (OEI). Son de

cloche analogue à Washington, où Barack Obama affirmait libérer la ville du joug djihadiste avant la fin de son mandat.

Les regards du monde entier sont tournés depuis plusieurs mois vers Mossoul, où l'opération « Conquête » (« *Fatah* ») a formellement débuté fin mars dans la zone de Makhmour et vise à libérer la province de Ninive par le biais d'une coalition de forces hétéroclites et sur fond de bombardements occidentaux intensifiés. Joseph Votel, commandant du centre opérationnel de l'armée américaine (Commandement central des États-Unis, Centcom), évoquait en août 2016 une reprise de Mossoul « *avant la fin de l'année* ». Depuis, les déclarations concernant l'assaut sur la deuxième plus importante agglomération d'Irak se sont multipliées, de même que les commentaires sur les chances de réussite de cette opération périlleuse. Or, si les pronostics vont bon train quant à la « libération » à venir, peu s'interrogent sur le « jour d'après », qui n'est pas sans soulever une série d'interrogations tout aussi fondamentales tant les divisions sous-jacentes au combat contre l'OEI restent nombreuses — renvoyant ici dos à dos peshmergas kurdes, milices chiites, armée irakienne et combattants sunnites. Certains n'hésitent pas à décrire Mossoul comme la prochaine Alep, lorsqu'ils n'évoquent pas un enfer potentiellement comparable à celui de Stalingrad.

Trois aspects essentiels sont paradoxalement peu évoqués dans l'abondante couverture de la bataille : quel sera l'avenir de Mossoul, alors que des villes telles que Ramadi et Fallouja ont été dévastées par les opérations militaires passées ? Quel sera aussi celui des Arabes sunnites, notamment à Ninive ? Dans quelle mesure la question de Mossoul pourrait-elle déterminer la survie (ou non) d'un État irakien en état de faillite structurelle depuis de longues années ? Sans administration tangible, nationale et locale, et sans représentation politique sunnite à la hauteur des enjeux, un retour à la stabilité est loin d'être acquis. Sans doute serait-il judicieux, de ce point de vue, de redonner la parole aux Irakiens, et plus particulièrement aux voix de Mossoul. Un million de civils pourraient, en effet, être déplacés durant ce siège, faisant peser le risque d'autres « guerres civiles après la guerre civile ».

L'héritage singulier d'un passé riche

Située au nord de l'Irak sur les bords du Tigre, Mossoul est riche de son histoire comme de son exceptionnelle diversité. Ce sont les Arabes qui, au VII^e siècle, la renommèrent après avoir conquis les plaines de Haute-Mésopotamie. Naguère, la région avait constitué un haut lieu des civilisations antiques, dotée d'un immense patrimoine archéologique, de monuments, de mosquées et tombeaux, et de somptueuses bibliothèques. Puis Mossoul devint, au XX^e

siècle, un symbole du métissage identitaire et culturel irakien, faisant cohabiter sous un même toit Arabes, Kurdes et Turkmènes, juifs, chrétiens, musulmans et yézidis. La présence chiite y a toujours été faible, dimension ayant sans doute exacerbé la conviction parmi un nombre important de Maslaouis qu'un « complot » à Bagdad visait à les éliminer. La forte religiosité sunnite qui caractérise la ville a du reste facilité sa pénétration par l'OEI en 2014 et la séduction exercée par l'idéologie radicale du groupe auprès de la jeunesse. On retrouve là un schéma identique à celui qui avait marqué la dictature baasiste : beaucoup des jeunes des zones rurales qui encerclent Mossoul avaient alors rejoint le courant panarabe par rejet des élites urbaines et comme canal révolutionnaire d'ascension sociale.

Au fil des siècles, Mossoul est devenue une métropole stratégique, à proximité des frontières turque et syrienne, et s'est transformée pendant le Moyen-Âge en carrefour commercial très réputé pour ses tissus, son marbre, ses caravanes et autres marchandises. Cette richesse ne fut pas sans attiser d'après convoitises et la ville fut ainsi pillée par les Mongols, dominée par les Perses, puis conquise par les Ottomans, après avoir été, au Xe siècle, un émirat indépendant. Au début du XXe siècle, Mossoul est ethniquement arabe et kurde et conserve une identité qui lui est propre, comme l'illustrent la persistance de son dialecte (moqué par les Irakiens) et les écrits et mémoires des intellectuels de l'époque. Son administration, essentiellement sunnite, est empreinte d'un « ottomanisme » qui évoluera en nationalisme arabe. Ce dernier s'exprime avec force lors de la révolte de 1959 conduite par le colonel Abd Al-Wahhab Al-Chawwaf, lorsque la République irakienne naissante et alors proche des communistes réprime Mossoul dans le sang.

La population locale a perpétué le souvenir de ces événements, développant l'obsession d'un « jamais plus » et se dissociant de l'État pour ne plus l'affronter à nouveau. Cette épaisseur temporelle permet d'entrevoir pourquoi Mossoul ne s'est pas non plus soulevée contre l'OEI, et plus particulièrement contre ses combattants étrangers peu appréciés. Elle éclaire la réticence que beaucoup ont éprouvée à quitter leur ville en 2014, surtout débarrassée d'une armée irakienne principalement chiite qui faisait office de force d'occupation pour le compte de Bagdad. Il n'en demeure pas moins que les habitants de Mossoul dénoncent aussi la cruauté djihadiste, souvent rapportée

à celle de l'ancien régime. Ce fatalisme ne laisse guère penser que les civils défendront l'OEI et ses éventuels successeurs, Kurdes et chiites notamment, dont ils appréhendent les représailles.

Hantise du lendemain

Par-delà les prédictions court-termistes, la bataille de Mossoul sera douloureuse : nul ne sait, en effet, quelle résistance l'OEI opposera dans son fief et évoquer un « calendrier » relève donc d'un exercice très improbable. De source irakienne et américaine, une partie du commandement de l'OEI aurait déjà quitté la ville et confié sa défense à ses unités les plus redoutables — estimées par le Pentagone à 5 000 hommes et composées d'Irakiens, de Turkmènes et de Tchétchènes. Ces hommes ont adopté de nouvelles tactiques de guerre, dont la mise à feu de gisements de pétrole pour déjouer une partie des bombardements occidentaux et ralentir l'avancée des troupes irakiennes. Des tunnels souterrains auraient été construits, outre l'usage à présent banalisé des kamikazes et engins explosifs. L'OEI a fait montre, par le passé, d'une résistance féroce lors des campagnes militaires successives et s'est replié, au fur et à mesure de ses revers, sur une action insurrectionnelle et clandestine semblable à ce qu'avait été sa « première vie » en Irak.

Bagdad continue pour sa part de clamer sa résolution à venir à bout de la mouvance terroriste et enjoignait récemment les civils de Mossoul de coopérer avec les forces gouvernementales en leur promettant d'être « *sauvés de l'injustice et de la tyrannie* ». Revirement quelque peu ironique pour qui se remémore le funeste bilan de l'ancien premier ministre Nouri Al-Maliki, dont les pratiques avaient largement contribué, entre 2011 et 2013, à pousser une partie de Mossoul dans les bras de l'OEI et de sa gouvernance révolutionnaire (lutte contre la corruption, redressement des institutions, couverture des besoins premiers de la population). La violence inouïe des derniers mois pourrait avoir eu raison de cette utopie d'un changement. Le chômage n'a pas été éradiqué à Mossoul, les trafics non plus, et le « contrat social » entre insurgés et civils est une peau de chagrin. Pour répondre à la grogne populaire, les militants demeurés à Mossoul auraient même reçu pour consigne de multiplier assassinats et destructions en tout genre.

Objectivement, l'impossibilité pour Mossoul de communiquer avec l'extérieur

et la propagande de l'OEI ont occulté la dégradation des conditions de vie de ses habitants ainsi que la fragilité inhérente à l'entreprise d'Abou Bakr Al-Baghdadi, considérée comme une subversion de l'islam sunnite traditionnel. Les témoignages accablants recueillis aux environs de Mossoul (Al-Shirqat, Al-Qayyara), dévoilent cette sombre réalité. La tragédie est visible pour les centaines de milliers de Maslaouis qui ont fui ou tentent toujours cet exil désespéré. Pis, ni Bagdad, ni Erbil, ni les pays voisins n'ont les moyens de gérer les flux de réfugiés que cette énième crise génère. Ajoutons qu'en cas de victoire concrète de la coalition contre l'OEI, le « retour » de l'armée à Mossoul ne règlera rien si une amélioration du quotidien ne se fait pas sentir : les exigences des civils, qui ont tant souffert, n'ont guère évolué depuis juin 2014. Et force est d'admettre que les élites en place demeurent incapables d'y répondre, que peu de déplacés et réfugiés ont goûté à la « reconstruction » si longtemps promise et qu'il leur est impossible, en l'état, de repeupler des espaces défigurés par la guerre.

Déshérence politique

Outre l'actualité immédiate, la perte de repères politiques à Mossoul se fait l'écho direct de la situation dramatique des Arabes sunnites d'Irak, privés de toute représentation sérieuse depuis le renversement de Saddam Hussein en avril 2003. Pourtant, c'est cette représentation introuvable qui est sans doute la seule à même de les ramener dans le jeu national et de stabiliser les zones émancipées de l'OEI. Ce dernier a d'ailleurs bâti sa fortune sur ce vide, triplement idéologique, politique et institutionnel, de même que sur le discrédit des élites post-baasistes. Deux questions se font jour : quelles sont exactement les forces arabes sunnites engagées dans la lutte, avec quelles capacités ? Pourront-elles s'imposer face à leurs compétiteurs ? D'ores et déjà, tous s'accordent sur le lourd héritage laissé derrière lui par l'OEI : son idéal transnational d'unité sunnite a fini de déchirer le tissu social irakien, tout en accentuant les clivages qui lui préexistaient.

Conscientes de cette fragmentation, les figures sunnites irakiennes ont multiplié les réunions depuis l'été, visant à mettre à plat leurs divergences d'intérêts. Deux personnes ont émergé de ce point de vue, chacune incarnant une vision spécifique de l'avenir de Mossoul et de l'Irak au sens large. Membre d'une tribu arabe sunnite de Mossoul, Naoufal Hamadi Al-Soultan

a pris la tête de la force sunnite appuyant l'armée irakienne et les milices chiites de la Mobilisation populaire à Ninive ; il incarne la ligne de Bagdad. Gouverneur depuis l'automne 2015, Al-Soultan est un ancien baassiste dont le frère a prêté allégeance à l'OEI. En face, l'homme d'affaires Athil al-Noujaïfi, ancien gouverneur ayant fui en juin 2014 et destitué de ses fonctions l'année suivante, est son principal concurrent. Il est lié au Kurdistan et à la Turquie contre Bagdad et l'Iran, et réclame un soutien militaire direct des États-Unis. Al-Noujaïfi dirige la Mobilisation nationale (*Al-Hachd al-Watani*), qui rassemble des milliers d'hommes, dont certains haut-gradés originaires de Mossoul qui s'opposent à toute ingérence des milices chiites et prônent une autonomie régionale sunnite comme alternative à l'OEI.

Les contours de cette autonomie restent à définir, mais la proposition est globalement très mal reçue par les forces chiites du centre qui la considèrent comme une tentative de partition de l'Irak et soulèvent la question de sa viabilité au regard des ressources naturelles limitées dont disposent les provinces sunnites du pays. À l'opposé de cet argumentaire, les sunnites citent les dispositions de la Constitution de 2005 et leur droit à constituer pareille région autonome par voie référendaire. Ils escomptent aussi d'un tel « couvert de légalité » l'effacement de la honte liée à leur abandon de Mossoul

aux mains de l'OEI en 2014 et la restauration d'une légitimité politique amplement écorchée par les succès djihadistes passés.

Quelle place pour les sunnites ?

Il est frappant d'observer comme les débats sur l'Irak continuent de faire l'impasse sur un ensemble de considérations historiques dont on ne soulignera jamais assez l'utilité critique. Ainsi, comme il y a un siècle lorsque Français et Britanniques se l'étaient disputée au sortir de la première guerre mondiale, la future Mossoul semble déjà préfigurer les modalités de renaissance, ou d'ultime décomposition, de l'État irakien moderne. Al-Baghdadi n'en a pas fait sa capitale sans raison : la ville était l'emblème de l'ordre colonial « croisé » puissamment associé aux accords de Sykes-Picot dans l'imaginaire djihadiste, ainsi qu'à l'abolition du califat en 1924. Mossoul n'avait de surcroît jamais fait partie de la Mésopotamie que recouvre l'Irak actuel, tandis que Ninive a été la dernière zone rattachée au nouveau territoire national en 1921.

Dans son sillage, l'OEI aura réveillé l'ancienne « question de Mossoul » et toutes les appétences qui l'ont traditionnellement façonnée, notamment au plan régional. La Turquie, par exemple, a déployé ses troupes au nord de l'Irak en appui aux sunnites de la Mobilisation nationale et tire profit de la

remise en question existentielle de l'entité irakienne pour réclamer ses « droits » sur Ninive. Pour rappel, Ankara s'était opposée en 1925 à l'annexion de son vilayet par le Royaume-Uni (après que Paris eût renoncé à ses ambitions) en dénonçant alors une violation de l'armistice de Moudrous qui, le 30 octobre 1918, avait placé Mossoul et une partie de la province de Ninive et du Kurdistan irakien sous sa tutelle.

Dominée depuis 2003 par les partis chiites, Bagdad parviendra-t-elle à renouer avec Mossoul, coupée du pays depuis plus de deux ans et traditionnellement peu ouverte aux ingérences du centre ? La violence confessionnelle prônée par l'OEI lui survivra-t-elle, continuant d'obstruer toute perspective de réconciliation proprement irakienne ? Doit-on craindre que le morcellement de la composante sunnite aboutisse à un abîme politique qui, de facto, ferait de Mossoul et d'autres villes des territoires ingouvernables dans le temps long ? Encore loin d'être enterrée, l'ambition djihadiste conserverait dans ces conditions une capacité infinie de se réincarner.

Myriam Benraad

Source

Orient XXI

LA BATAILLE DE MOSSOUL :

Disputes autour de qui prendra Mossoul...

Après de nombreuses annonces, une offensive a été lancée le 17 octobre pour reprendre la ville de Mossoul, qui est entre les mains de l'État Islamique (EI) depuis août 2014. Il s'agit de la 2ème ville en Irak, et de la capitale de l'Ei. Tout un méli-mélo de négociations diplomatiques plane depuis longtemps à propos de quelles forces militaires participeront à l'opération; question intimement liée à qui succédera l'Ei dans la région.

Pour l'instant, le premier ministre irakien a annoncé que seules des forces irakiennes (l'armée de Bagdad et les peshmergas kurdes du GRK)

rentreront dans la ville, excluant explicitement l'armée turque qui a déjà occupé des territoires à Bashiqa malgré l'appel à retrait formulé par le gouvernement irakien. Selon les mots d'un citoyen du Bashur (Kurdistan Sud, en Irak), l'insistance de la Turquie à participer à l'opération de Mossoul relève de la « maladie ottomane » : « L'arrivée des troupes turques à Bashiqa n'a rien à voir avec la libération de la population de Mossoul. La Turquie considère que Mossoul lui appartient. »

Murat Karayilan, un des leaders du PKK a fait plusieurs déclarations en insistant sur leur volonté de participer à l'opération de Mossoul malgré la ferme opposition de la Turquie. « Le PKK veut mener la

lutte contre l'Ei jusqu'au bout. Si l'Ei résiste à Mossoul, le PKK sera nécessaire. » Il a rajouté que l'opération a été lancée avec une série d'erreurs militaires et qu'elle n'a pas pour but d'en finir avec l'Ei, mais seulement de les faire fuir. D'un point de vue politique, le PKK considère que « les Kurdes représentent la ligne démocratique-libertaire à Mossoul » et que toutes les différentes populations devraient y être représentées.

Progression sur le terrain...

Le premier jour, 10 villages avaient été repris sur le flanc du Mont Zerde (à l'est de Mossoul) - environ 200 km2 entre Mossoul et Hewler. Le lendemain, l'armée irakienne,

soutenue par les bombardements de la coalition internationale, avançait sur 3 fronts. Elle a aussi entouré Bashiqa, où se trouvent les troupes turques, pour éviter qu'elles viennent en soutien de l'Ei. Celui-ci a mis le feu à des puits de pétrole pour empêcher la visibilité à l'aviation. La progression se fait lentement car Daech utilise des civils comme boucliers humains.

Le 20 octobre, l'Ei, ayant perdu 2 villes stratégiques et des dizaines de villages au sud et au sud-ouest de Mossoul, se retire de 7 villages de Maxmur. Quelques jours plus tard, l'assistant du leader de l'Ei Abu Bakr al-Baghdadi aurait été tué.

Quelques chiffres après une

« Nous allons répandre la guerre à travers la Turquie » — Bese Hozat, leader du KCK

Bese Hozat, co-présidente de l'Union des Communautés du Kurdistan (KCK) – l'organisation parapluie du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) – s'est entretenue avec le journaliste Erdal Er dans les Montagnes du Quandil, et a averti que la guerre entre le groupe kurde et l'État turc va se répandre à travers le pays.

Quandil, un sanctuaire montagneux et un centre politique plus célèbre et plus influent que de nombreux États établis. La zone, se trouvant dans la Région du Kurdistan (au nord de l'Irak), comprend ce que le PKK appelle les «Medya Defence Zones», des zones contrôlées par les combattant.e.s des guérillas du PKK. Beaucoup la voit comme la capitale [kurde] parce que le Mouvement de Libération Kurde y est basé et qu'il est devenu une force influente et un acteur puissant au Moyen-Orient. La Turquie veut éradiquer cette force et elle emploie toute sa puissance politique, militaire, diplomatique et économique contre les Kurdes qui soutiennent cette

force. Avec la guerre en Irak, en Syrie, au Rojava et au Kurdistan Nord (le sud-est de la Turquie) et récemment l'opération de Mossoul, les regards du monde entier sont tournés encore une fois vers le Quandil. Une femme très occupée, Bese Hozat, a pris le temps de répondre à nos questions.

Qu'est-ce que la Turquie tente de faire en Irak, au Kurdistan Sud [GRK] et à Mossoul ?

La politique de la Turquie est expansionniste, sectaire, et d'occupation. Elle ne veut pas que les gens vivent en paix et ensemble. Elle ne souhaite pas la démocratisation du Kurdistan Sud. Elle ne veut pas accepter que les Yézidi.e.s soient reconnu.e.s et qu'ils et elles aient un statut politique. Et elle veut éradiquer le PKK.

Mais la Turquie a dit vouloir résoudre les problèmes...

Ce qu'elle fait est plus important que ce qu'elle dit. La raison pour laquelle la Turquie veut participer à l'opération de Mossoul ce n'est pas pour résoudre des problèmes mais

pour les exacerber. C'est ce qui l'intéresse. Son objectif principal est de placer les Sunnites sous son contrôle en Irak.

Cependant, les Kurdes sont majoritairement Sunnites...

Cela ne change rien. Erdogan n'accepte pas l'existence des Kurdes : Alévi.e.s, Yézidi.e.s, Sunnites, cela ne change rien pour lui. En plus, la politique d'Erdogan n'est pas d'aider à résoudre les problèmes des Sunnites mais de les instrumentaliser pour ses politiques racistes, monistes et sectaires ; ces politiques sont avant tout contre les Kurdes.

Qu'est-ce que vous proposez qui diffère de la Turquie ?

Nous rejetons haut et fort le sectarisme, le nationalisme et le sexisme. Nous avons appris de l'histoire kurde que les politiques sectaires et nationalistes ont infligé beaucoup de dégâts au Moyen-Orient et à sa population. Maintenant nous essayons d'éviter que cela se reproduise. C'est pour cela que nous voulons participer à l'opération de Mossoul.

Où en est l'impasse ?

Voici l'impasse : est-ce que le simple fait que la majorité de la population de Mossoul soit Sunnite veut dire que l'on doit rejeter l'existence des autres ? C'est ce que fait l'État Islamique. Alors quelle est la différence entre la Turquie et l'État Islamique ? On ne trouve aucun exemple de système basé sur une seule croyance qui face office de solution. [...] Un système basé sur l'hégémonie d'une croyance majoritaire ne peut conduire qu'à un bain de sang, aux massacres, aux larmes et à la destruction.

Comment la question de Mossoul peut-elle être résolue ?

Nous sommes convaincu.e.s que la solution pour l'Irak, Mossoul et la région repose sur un modèle de nation démocratique. Des Sunnites, des Chiïtes, des Chrétien.ne.s, des Assyrien.ne.s-Syriaques, des Kurdes, des Arabes et des Turkmènes peuplent Mossoul. Alors la question peut être résolue en mettant en œuvre le principe d'égalité et de non-discrimination par rapport à la

semaine de combats. Selon un bilan de l'armée irakienne au 24 octobre, 75 villages et villes auraient été libérées, 772 membres de l'EI tués, et 23 capturés. D'après un rapport américain 4 jours plus tard, 800-900 combattants de l'EI ont été tués. Selon l'ONU, environ 10.000 personnes ont réussi à fuir la ville depuis le début de l'opération (entre 50 et 60.000 habitant.e.s de Mossoul avaient déjà quitté la ville vers le Rojava cette dernière année).

Le 13 novembre, les soldats irakiens ont récupéré Nimrud, le site de l'ancienne ville assyrienne vieille de 3000 ans, située à 30 km au sud de Mossoul. Une partie des ruines avait été détruite à l'explosif par l'EI.

Des dizaines de villages autour de Mossoul sont peuplées par des Kurdes Shabaks, pour la plupart de confession chiïte. Des témoignages accusent l'EI d'avoir brûlé leurs villages et d'avoir torturé les femmes et les enfants et massacré des milliers de personnes en 2014. Dans d'autres villages à l'ouest de la ville, des fosses communes ont été retrouvées; la plupart des corps correspondent aux prisonnier.e.s que l'EI a tué avant de fuir.

Bilan un mois après le lancement de l'opération...

Au bout d'un mois, les forces irakiennes ont avancé sur 40 km, repoussant l'EI le long du fleuve Tigre et en direction du désert. Elles ont pris le

contrôle de certains quartiers de Mossoul.

D'après les commandants de l'opération, les forces sur le terrain progressent au rythme prévu, mais la bataille va durer encore des mois. Des pesh-mergas kurdes et des milices chiïtes combattent auprès de l'armée irakienne, sous le commandement du Premier Ministre irakien Haïdar al-Abadi. Il semble avoir des tensions, mais jamais ces forces ont collaboré d'aussi prêt.

Selon les estimations des officiers, il y a entre 3.000 et 5.000 combattants de l'EI dans et autour de Mossoul. Par contre, ils semblent être peu coordonnés, et de nombreux combattants ont rejoint l'EI ces dernières semaines.

Des tranchées sont creusées, mais sans connexions entre elles; « un gars avait creusé des tranchées en leur donnant la forme de son nom », dit un officier.

A l'intérieur de la ville, la tactique de l'EI semble être le ralentissement de l'ennemi. Ils se déplacent à travers des tunnels et entre les maisons (où ils ont cassé des murs) pour gagner en effet de surprise. Leur arme de prédilection sont les voitures piégées (fabriquées en série dans des usines). Les combats en ville sont rendus extrêmement difficiles étant donné que la population toujours sur place est estimée à un nombre compris entre 700.000 et 1,2 million. L'EI empêche la population de quitter la ville.

religion, la langue, la race, la secte ou le genre.

Cela est-il possible ?

Pourquoi ne serait-ce pas possible ? On a le Rojava comme exemple. Un Shengal (Sinjar) autonome et les Unités de Résistance de Shengal (YBS) conduiront à la démocratisation de Mossoul dans l'après-État Islamique. La démocratisation de Mossoul aura des effets sur l'ensemble de l'Irak et du Kurdistan Sud. C'est pour cela que nous voulons que les HPG [les guérillas du PKK] et les YBS participent à l'opération de Mossoul.

Qu'en est-il de la présence de la Turquie à Bashîqa ?

Nous les voyons comme une force d'occupation. Ils ont nié la législation internationale et la souveraineté de l'État irakien en déployant leur armée à Bashîqa ; et ils n'entendent pas la demande de l'Irak de retirer leurs troupes. L'État turc est aussi une force d'occupation au Kurdistan Sud. Cette occupation n'est pas indépendante du gouvernement du GRK. La présence de soldats turcs nuit à l'unité kurde et vise également les intérêts des Kurdes du Sud. Il est important pour l'avenir de notre peuple dans le GRK que celui-ci lutte contre l'occupation.

Pouvez-vous détailler cela ?

Si la Turquie réussit à éradiquer le PKK, leur prochaine étape sera d'éradiquer le Kurdistan Sud. L'État turc considère les Kurdes comme des ennemis. Il déteste la diversité et l'idée que les Kurdes puissent être reconnu.e.s.

Pourquoi les relations entre le gouvernement du Kurdistan Sud et la Turquie vous énervent ?

Nous ne sommes pas énervé.e.s. Il est évident que le Kurdistan Sud peut avoir des relations politiques et économiques avec l'État turc. Mais nous ne pouvons pas accepter que les autorités du Kurdistan Sud donnent le feu vert aux politiques génocidaires contre le peuple kurde. C'est cet aspect

problématique et néfaste de leurs relations auquel nous nous opposons.

Qu'entendez-vous par « problématique et néfaste » ?

La Turquie mène une guerre totale contre les intérêts kurdes au Rojava. Des centaines de personnes ont été tuées. Elle a fait cela par procuration via l'État Islamique, al-Nusra et certains groupes émanant du Conseil National Kurde (ENKS). Elle a aussi fait cela à Alep et à Cheikh Maqsoud [NdT : au nord de la Syrie]. Malheureusement certaines factions parmi le GRK soutiennent cette politique contre les Kurdes. Cela provoque un fort malaise parmi les Kurdes et notre mouvement.

Est-ce que vous vous attendez à une attaque sur Shengal ?

La Turquie a des projets contre Shengal. D'après certains rapports, elle aurait passé un accord avec certaines forces locales. Shengal fait partie du plan de la Turquie pour Mossoul. L'attaque par l'État Islamique et le génocide de Shengal [NdT : en août 2014] n'étaient pas sans rapport avec la Turquie.

Que ferez-vous si Shengal est visée ?

Une lutte sociale et militaire très puissante doit être menée contre l'occupation turque. C'est ce que nous allons faire. Nous allons défendre notre peuple et ses intérêts à Shengal.

Est-ce que la récente attaque sur Kirkuk fait partie d'un potentiel assaut sur Shengal ?

Il est maintenant clair que la Turquie était derrière l'attaque contre Kirkuk. La Turquie est une source d'instabilité dans la région. Elle est contre une solution et contre la paix. Elle veut créer un conflit entre les différents peuples de Mossoul et de Kirkuk.

La Turquie est également contre l'entrée des guérillas [du PKK] à Kirkuk.

Les guérillas sont les forces d'autodéfense du peuple

kurde. Elles seront partout où elles sont nécessaires.

Est-ce que la guerre au Kurdistan Nord va continuer ?

Oui, la guerre va s'intensifier. Nous n'en sommes pas la cause ; la cause est le projet génocidaire de l'État turc contre le peuple kurde. La Turquie veut profiter de la conjoncture régionale pour éradiquer le PKK et achever son projet génocidaire vieux de 100 ans.

Qu'entendez-vous par « génocide » ?

Ce que nous disons n'est pas de la propagande ; la situation est grave. Si les projets génocidaires de l'État turc ne sont pas contrés, s'il n'y a pas de résistance, un génocide comme le Génocide Arménien va être exécuté contre les Kurdes. La seule chose qui peut l'empêcher c'est la lutte.

Cela est-il possible dans le monde d'aujourd'hui ? Le monde va-t-il rester silencieux ?

La Turquie utilise l'Irak, la Syrie et la crise des réfugié.e.s comme une menace contre l'Europe et les États-Unis pour qu'ils restent silencieux et qu'ils dévient leur regard de cette politique génocidaire. En interne, la Turquie est en train de raser les villes kurdes, d'assassiner des gens et d'éliminer les dissident.e.s pour créer un empire de la peur où la société est muselée. L'objectif est d'écraser toute opposition et d'éliminer les Kurdes qui résistent. De cette façon l'État veut imposer un génocide à travers le Kurdistan Nord, de la même façon qu'il a mené le Génocide Arménien en 1915 et le Génocide de Dersim [NdT : contre les Alévi.e.s] en 1938. [...] Alors, au lieu d'attendre un sauveur, la résistance, la lutte et la victoire sont le seul moyen.

Est-ce que les attaques aériennes contre les « Medya Defence Zones » continuent ?

Oui. Les bombardements aériens continuent aussi sur le Kurdistan Nord. Il y a des signes qui nous font soupçon-

ner l'usage d'armes chimiques. Nous avons des informations comme quoi des armes chimiques vont être utilisées cet hiver au Kurdistan Nord.

Il y a-t-il un grand nombre de décès lors des attaques aériennes ?

Les chiffres exagérés de la Turquie font partie de la guerre psychologique. Ces chiffres ne peuvent être plus éloignés de la réalité. Nous avons évidemment des pertes lors des attaques aériennes, mais pas autant que le prétend la Turquie. Nous partageons avec l'opinion publique les informations relatives à nos pertes. Notre peuple ne devrait pas se soumettre à la guerre psychologique de la Turquie.

Vous attendez-vous à une opération terrestre sur les « Medya Defence Zones » ?

Nous savons que la Turquie prévoit de faire cela. Nous nous y sommes préparé.e.s. Si la Turquie attaque, nous répondrons. S'ils viennent, ils verront.

Si ces attaques continuent, allez-vous lancer des actions dans des villes en Turquie ?

Nous nous battons contre les politiques génocidaires de l'AKP et nous allons continuer. Nous ne nous mettrons pas à genoux. Accepter ces politiques veut dire accepter le génocide. Le peuple kurde et les militant.e.s du PKK ne sont pas des agneaux qui attendent l'abattage. Nous n'allons pas limiter la guerre au Kurdistan Nord, nous allons la répandre à travers la Turquie. Aujourd'hui, notre zone de guerre est partout.

Source

Yeni Özgür Politika

Traduction du turc à l'anglais :
Kurdish Question

Traduction de l'anglais au français :
Merhaba Hevalno

DÉPLACEMENTS DE POPULATIONS...

D'un point de vue humanitaire et selon les Nations Unies, la bataille pourrait provoquer le déplacement d'1,2 millions de civil.e.s. Actuellement, 213.000 personnes originaires de Mosul, Fallujah et Qaiara se trouvent dans des camps de réfugié.e.s du Nord de l'Irak. Il est estimé que 200.000 civil.e.s seront déplacé.e.s pendant les premiers jours de la bataille.

[Source : Raqqa is being slaughtered silently (www.raqqa-sl.com/en/?p=1991)]



LA LIBÉRATION DE MOSSOUL SIGNE-T-ELLE LA FIN OU LE DÉBUT DE LA GUERRE MONDIALE CONTRE L'ÉTAT ISLAMIQUE ?

Rêwar Awdanan, membre du Conseil Exécutif du KCK (Union des Communautés du Kurdistan) s'exprime à propos de l'opération de libération de Mossoul, l'occupation turque du nord de la Syrie et ses objectifs en Irak, le rôle kurde dans la lutte contre l'État Islamique, le futur du Moyen Orient et le rôle et la position des Kurdes. [Nous reproduisons à la suite quelques extraits de cet article, concernant particulièrement les enjeux chiites.]

[...] Il est évident que l'opération militaire sur Mossoul va déboucher sur une guerre politique dans l'ensemble de la région et peut finalement déclencher une guerre régionale. La seule solution à cette crise est un modèle démocratique multi-national tel que celui du Rojava/Nord de la Syrie. Mais la Turquie et les forces immergées dans cette guerre par procuration s'opposeront à cette approche démocratique. Les puissances mondiales joueront la partition de « diviser pour mieux régner » parce que pour elles et leurs intérêts il n'y a rien de mieux que la guerre et le carnage.

Par ailleurs, la force d'opposition qu'est l'Iran ne veut pas de discontinuité sur le territoire entre les milices irakiennes, la Syrie et le Liban, et les Gardiens de la Révolution Islamique de l'Iran [NdT : l'armée iranienne]. L'accès terrestre du Hezbollah et des Alaouites Syriens est une stratégie fondamentale pour l'Iran. La séparation entre les forces mentionnées signifierait une rupture sérieuse dans le Croissant Chiite géopolitique. La rupture du croissant exercerait de la pression sur Israël, et l'hégémonie iranienne sur la région en souffrirait. L'Iran devra continuer à maintenir le croissant chiite, ce qui représente un défi, et devra redéfinir ses relations avec les Kurdes. Puisque les Sunnites en Irak et en Syrie tentent de décrocher un statut politique spécifique, l'Iran est forcé d'interagir avec les Kurdes.

La guerre de Mossoul versera de l'essence sur le feu du conflit sunno-chiite. L'Iran et l'Arabie Saoudite trouveront davantage d'excuses pour s'entre-attaquer. Les descendants des empires safavide et ottoman (après 1639 et le Traité de Qasr-e Shirin) se confrontent et règlent leurs comptes. La formation de l'axe lors du Traité de

Lausanne passa par une bataille pour Mossoul et Kirkuk, que la Turquie finit par céder au Royaume-Uni en échange de la permission pour réprimer et exécuter le génocide des Kurdes au Bakur (Kurdistan Nord). Aujourd'hui, 100 ans après ces accords de Lausanne et le Traité de Sykes-Picot, la controverse perdure à propos de Mossoul et de Kirkuk. [...]

La Turquie a occupé Jarabulus et Dabiq, et maintenant son plan est d'occuper Bab et Alep et de soutenir l'État Islamique et les autres forces extrémistes qui ont assiégé Alep en Syrie. Il est donc clair que la Turquie est, dans les faits, en première ligne de front en Syrie et en Irak, et qu'elle a rejoint les intérêts de la guerre occidentale contre le front russe. Cette guerre d'usure met la pression sur Erdogan et sur la Turquie et va inévitablement déboucher sur une dépendance plus forte envers l'OTAN et l'Occident. En plus d'utiliser le régime fasciste turc pour mettre la pression sur les Kurdes et sur les peuples de Syrie et d'Irak, la Turquie mettra ensuite davantage de pression sur eux pour les rendre dépendants. Finalement, la Turquie utilisera la Syrie et l'Irak pour mettre en place un front hostile au croissant chiite. En ce moment la coalition internationale anti-Daech intervient contre le front sunnite, mais pour garder l'équilibre, elle est aussi en train de garder un collier autour de la Turquie. Et le point commun de ces deux interventions est l'objectif d'empêcher la révolution démocratique et le développement de la région. [...]

Source

Rêwar Awdanan — ANF

Traduction du turc vers l'anglais : Rojhelat.info

Traduction de l'anglais vers le français : Merhaba Hevalno

au Rojhilat :

♦ **ZEYNAB JALALIAN** : La prisonnière politique kurde condamnée à la prison à perpétuité depuis 2007, est au bord de l'aveuglement suite à une infection de l'œil. La justice iranienne lui refuse tout accès aux soins médicaux.[Rojhelat.info]



DANS VOTRE “MONDE” ET DANS LE NÔTRE PAR MAMIE EYAN, CHRONIQUEUSE DE KEDISTAN

J’ai appris que Le Monde, votre Cumhuriyet, avait titré « Erdoğan n’en finit pas d’éloigner la Turquie de l’Europe », après l’arrestation des journalistes et la fermeture du journal d’opposition. Vous ramenez donc toujours tout à vous...

On tue dans les villes, on viole, on torture en prison, on arrête les élus, on met des populations à la rue, on entretient un racisme anti kurde, anti syrien, anti celui qui ne se range pas du côté du Président AKP, et tout ce que vous trouvez à dire, c’est qu’Erdoğan fait de la tectonique des plaques ?

Je ne peux pas lire votre “Monde”, j’ai juste vu le titre. Parce que moi, je dois vivre désormais dans un qui est différent du vôtre. Un monde sans informations, un monde où personne n’avait lu le poème qui commençait par « quand ils sont venus chercher... »

Alors Erdoğan, il n’a rien éloigné du tout. C’est vous qui vous êtes fermés, avez tourné le dos, n’avez pas réagi quand ils ont commencé à frapper aux portes. Et ça ne date pas d’hier.

Où était-elle, l’Europe, quand notre gouvernement faisait mine d’être désolé de la mort de jeunes à Süruç, qui a servi à relancer la guerre pour de nouvelles élections ? Où était-elle, l’Europe, quand l’armée et la gendarmerie ont systématiquement attaqué et détruit des quartiers et des villes dans l’Est de la Turquie ? Elle était dans les salons du Palais, à négocier des accords, contre l’arrivée des réfugiés syriens...

Je ne vais pas défendre le Sultan, mais avouez qu’il aurait tort de se priver. Paraît même que quand il demande à une société française et européenne de satellite de fermer une télé qui dérange sa seigneurie, on s’exécute dans l’heure...

Et puis, nous emmerdez pas avec cette histoire de peine de mort... Vous poussez de grands cris sur des paroles d’Erdoğan, mais vous vous taisez sur les tueries quotidiennes, parce qu’elles seraient faites au nom de la lutte contre le « terrorisme du PKK ». Tout le monde sait ici qu’Erdoğan parle de cela parce que la peine de mort rétablie en Turquie signifierait que les Etats-Unis ne renverraient pas le FETÖ chez nous et que ça lui éviterait de remuer leur passé commun, à Erdoğan et à lui... Mais la peine de mort, pour les populations kurdes, au Bakur, vous voulez les chiffres ? C’est tous les jours... Non, vous allez encore dire qu’on s’éloigne du sujet Europe...

Il ne va plus y avoir un seul journal, une seule télévision à regarder. Il ne restera que les magazines qui donnent les programmes des chaînes “alliées”, qui aident à ranger nos cerveaux du bon côté. Si je n’avais pas ce lien avec vous, je serais là, cerveau vide, sans rien savoir, et découragé.

Parce que le rangement, ces derniers temps, ça ne manque pas. C’est bien simple, le Turc bientôt pourra jeter les deux tiers du cerveau dont il ne se sert plus et dont il aura vidé les appartements. Terreur, Nation, Président, ça on garde

en “urgence”, information, intelligence, réflexion, ça on jette... Voilà les consignes de tri. Après on fait ses ablutions...

J’ai su que les Américains conseillaient à leurs “familles” de rentrer si elles n’avaient plus rien à faire ici. J’ai vu que les touristes avaient déjà cet été suivi le conseil. Mon Istanbul est devenu triste à mourir, pour celles et ceux qui aimaient sa diversité et sa vie libre. Il n’y a plus guère que les gens aisés qui continuent à ne rien voir, parce que l’argent coule encore dans leurs poches, et qu’ils méprisent tant ces petites gens que le Sultan manipule. C’est la même chose que chez vous finalement...

Savez-vous qu’on entretient la désespérance, dans votre “Monde”, avec des titres pareils, quand il ne s’agit pas que de principes “démocratiques” et de “liberté d’expression” qui foutent le camp, ou de “standards européens” qui seraient écornés, mais qu’il s’agit bien de nos vies, de nos morts, pour que des réfugiés de guerre en exil ne viennent pas les “perturber”, vos standards européens...

On frappe à la porte... J’ouvre ou pas ?

Vous n’entendez pas ?

On frappe aussi à la vôtre...

Source et Traduction

Kedistan

dans le Monde :

♦ **NON-LIEU** : La justice belge a prononcé un non-lieu dans l'affaire des associations et des politiciens kurdes poursuivis pour terrorisme depuis 2010. Les juges ont en effet considéré que la qualification terroriste ne pouvait être retenue en raison de l'existence d'un conflit armé en Turquie. Le tribunal a également rendu un non-lieu concernant la télévision kurde en considérant que ses activités relevaient de la liberté d'expression. [KNK]

♦ **MED NUÇE** : Des manifestations ont continué à avoir lieu devant les locaux de Eutelsat à Paris, suite à la fermeture de la chaîne de télévision kurde Med Nuçe. Le tribunal de Paris, saisi pour juger l'affaire, donnera son verdict le 14 novembre. Pour suivre l'évolution de la situation, voir CDKF.fr.

♦ **SOLIDARITÉ AVEC LE HDP** : Suite aux arrestations des parlementaires HDP, plusieurs partis politiques de différents pays ont exprimé leur solidarité avec les inculpé.e.s. En Suède, 30 maires ont signé une lettre ouverte au gouvernement turc exigeant la libération des parlementaires. Ces revendications ont été réitérées par le Sinn Féin (parti séparatiste, lié à l'IRA, deuxième parti du parlement irlandais), Die Linke (principal parti d'opposition en Allemagne), l'ANECR (Alliance Nationale des Élues Communistes et Républicains) en France et Makabayan (union des partis de gauche du parlement des Philippines). À Bruxelles, certain.e.s parlementaires européens ont participé à l'occupation devant les locaux de la Commission Parlementaire de l'Europe. Le Parti de Solidarité d'Afghanistan a aussi exprimé son soutien aux parlementaires HDP. Ce parti avait également essayé d'organiser une manifestation devant l'ambassade turque à Kaboul, mais le gouvernement afghan l'a interdite au dernier moment.

Leila Khaled, membre emblématique du Front Populaire pour la Libération de la Palestine, a dénoncé l'arrestation de Gülten Kışanak (co-mairesse de Amed) et a appelé les femmes du monde entier à

soutenir les prisonnières politiques enfermées en Turquie.

En Angleterre, le principal syndicat ouvrier Unite a condamné l'arrestation des co-maires de Amed ainsi que la répression violente des manifestations en Turquie. [ANF, JINHA]

♦ **MOBILISATIONS** : Un peu partout dans le monde, les manifestations contre l'intensification de la répression en Turquie, ainsi que des initiatives en solidarité avec le mouvement kurde, continuent à avoir lieu. En novembre, des manifs ont eu lieu à Toulouse, Cannes, Rouen, Paris, Hanovre, Koblenz, Friedrichshafen, Neumünster, Gavl, Göteborg, San Francisco, Moscou, Athènes et Londres. À Stockholm, des membres de l'organisation de jeunes kurdes Ciwanên Azad ont manifesté dans le parlement suédois. Des représentant.e.s des parlements danois et suédois se sont rendu.e.s à Amed pour rencontrer des femmes du KJA.

En Amérique du Sud, une cinquantaine d'organisations et associations de femmes de plusieurs pays ont lancé une campagne de solidarité avec le Congrès de Femmes Libres (KJA) et sa porte-parole Ayla Akat Ata, emprisonnée en Turquie. Dans le cadre de cette campagne, plusieurs émissions de radios ont été faites en soutien à l'agence de presse féminine JINHA. La coalition régionale des Défenseurs des Droits des Femmes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a également condamné l'arrestation de Akat Ata et exigé sa libération immédiate. [JINHA, ANF]

♦ **ZAD DE NDDL** : L'assemblée des habitant.e.s de la ZAD du 13 octobre a signé un texte en solidarité avec les mairies du Bakur et leurs co-maires.ses destitué.e.s : « Notre solidarité va tout autant sur ce qui est porté par le mouvement kurde en terme d'autogestion et d'horizontalité, et fait écho à ce qui se met en place sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ! » [zad.nadir]

OÙ TROUVER MERHABA HEVALNO

MARSEILLE :

Manifesten — 59, rue Thiers 13001 Marseille

LYON :

Librairie La Plume Noire — 8 rue Diderot 69001 Lyon

Librairie La Gryffe — 5 Rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon

Association Culturelle Mésopotamie Lyon — 11 rue Mazargran 69007 Lyon

Restaurant Üsküdar — 26 rue de Marseille, La Guillotière 69007 Lyon

ET AILLEURS à ANGERS, LILLE, TOULOUSE, PARIS, NANTES...

N'hésitez pas à nous signaler les lieux où vous faites des dépôts !!

PLUS D'INFOS SUR LE WEB :

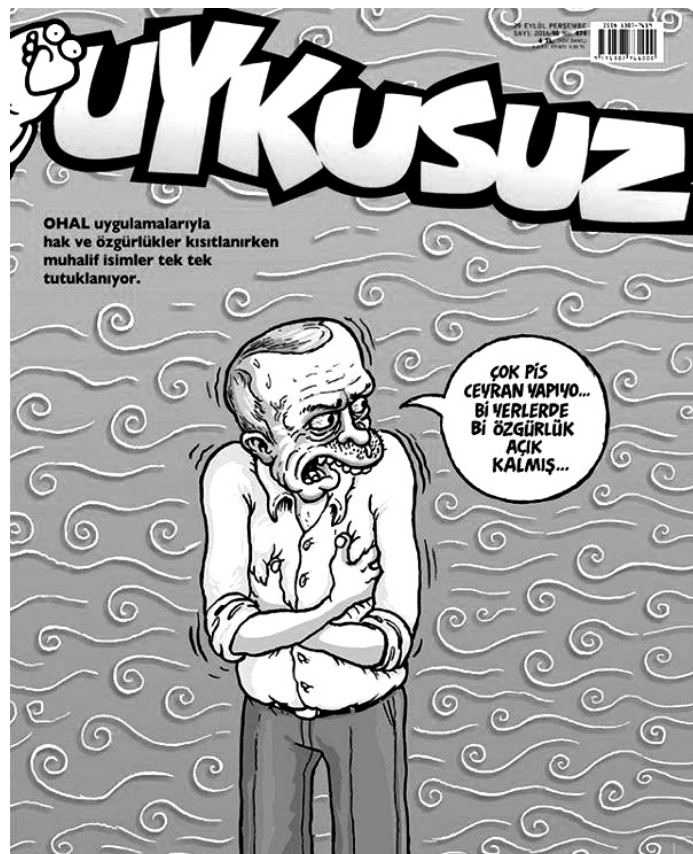
Visitez les sites KEDISTAN.FR,
NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG, SOLIDARI-TEFEMMESKOBANE.ORG,
[TWITTER.COM/INFO_ROJAVA](https://twitter.com/INFO_ROJAVA), SUSAM-SOKAK.FR, etc...

ET AUSSI EN ANGLAIS...

KURDISHQUESTION.COM,
ROJAVAREPORT.WORDPRESS.COM,
DICLEHABER.COM/TR,
JINHA.COM/TR/EN,
EN.FIRATAJANS.COM,
EN.HAWARNEWS.COM, etc...

COURS DE KURDE !

Des cours de langue kurde (dialecte kurmandji) seront dispensés dans plusieurs associations kurdes de l'Île de France (Paris, Drancy, Villeneuve-St-Georges, Ris-Orangis, les Mureaux), à partir du 1er octobre 2016. Pour plus d'informations, nous vous invitons à nous contacter par mail: ymkf2016@gmail.com. Conseil Démocratique Kurde en France.



Erdoğan – « Il y a un sacré courant d'air. Il doit y avoir quelque part une liberté restée entrouverte... »

GLOSSAIRE

KCK : Union des Communautés du Kurdistan (considéré «terroriste» par sa proximité au PKK). C'est l'organisation «faitière» du mouvement de libération kurde qui prône le «confédéralisme démocratique» dans les quatre parties du Kurdistan.

KNK : le Congrès National du Kurdistan est une coalition d'organisations de la diaspora kurde exilée en Europe (femmes et hommes politiques, militant.e.s, avocat.e.s, intellectuel.le.s). Son siège est à Bruxelles et sa mission principale est le lobbying auprès de l'UE, l'ONU et les gouvernements.

BAKÛR : 'Kurdistan en Turquie'

PKK : Parti des Travailleurs du Kurdistan (interdit et considéré «terroriste»). On parle souvent indistinctement du PKK pour désigner d'autres organisations qui en sont proches ou qui n'en sont que des parties. Le PKK est aujourd'hui un mouvement, plus qu'un parti.

DTK : « le Congrès pour une société démocratique » est une plate-forme d'associations et de mouvements du Kurdistan en Turquie qui développe depuis 2011 son modèle « d'autonomie démocratique » en tant qu'organisation « faïtière » confédérale.

KJA : Congrès des Femmes Libres. « L'organisation parapluie démocratique et confédérale des femmes contre l'état-nation unitaire et centralisé de la modernité capitaliste. » L'ancien DÖKH (Mouvement Démocratique de la Femme Libre) s'est restructuré en 2015 à l'image du DTK.

DBP : Parti Démocratique des Régions. Parti kurde majoritaire, qui applique le modèle d'« autonomie démocratique » à travers ses 103 municipalités au Bakûr.

HDP : Parti Démocratique des Peuples. C'est un parti parlementaire. Le HDP est un front regroupant le DBP et de nombreuses organisations révolutionnaires en Turquie, dont certaines ont des structures clandestines.

GABB : Union des Municipalités de l'Anatolie du sud-est, créée en 1991, coordonne la solidarité entre les villes Kurdes.

HPG : Force de Défense du Peuple. Organisation armée. Guérilla du PKK.

YJA-Star : Unités des Femmes Libres. Guérilla des femmes du PKK.

YPS (anciennement YDG-H) : Unités de Protection Civile. Groupes locaux d'habitant.e.s armé.e.s pour l'autodéfense des quartiers.

YPS-Jin : Unités de Protection des Femmes.

ROJAVA : 'Kurdistan en Syrie'

TEV-DEM : "Mouvement pour une société démocratique". Structure (équivalent -au Rojava- du DTK du Bakûr) englobant les mouvements et organisations sociales, et les délégués des conseils, qui participent au « confédéralisme démocratique ».

PYD : Parti de l'Union Démocratique, un des partis kurdes de Syrie. Il proclame l'autonomie du Rojava en novembre 2013.

Kongra Star (anciennement Yikitiya Star) : organe de coordination du mouvement des femmes au Rojava

YPG : Unités de Protection du Peuple. Guérilla du PYD.

YPJ : Unités de Protection des Femmes. Guérilla des femmes du PYD.

Asayîş : C'est le mot kurde pour 'sécurité', ce sont les forces armées internes du Rojava.

MFS : Conseil Militaire Syriaque. Groupe Syriaque/Assyrien/Chrétien, proches des

YPG/YPJ.

FDS : les Forces Démocratiques Syriennes (désignées comme SDF ou QSD), fondées au milieu du mois d'octobre 2015, sont une alliance regroupant une quarantaine de groupes armés actifs dans le Rojava et dans le nord de la Syrie. L'alliance est multi-ethnique (Kurdes, Arabes, Turkmènes, Circassiens,...) et anti-islamiste. Les principaux groupes composants l'alliance sont les YPG/YPJ (revendiquant 50.000 combattants) et le Jaysh al-Thuwar (Armée des Révolutionnaires, revendiquant 5.000 combattants).

YBŞ : Unités de Défense de Shengal, combattant.e.s principalement Yézidi.e.s formé.e.s par les YPG/YPJ.

CDS : Conseil Démocratique Syrien, organe politique des FDS.

CNK : regroupement de partis kurdes syriens, fondé à Erbil sous le parrainage de Massoud Barzani, en opposition au Conseil Nationale Syrien (principale formation de l'opposition en exil).

Başur : 'Kurdistan en Irak'

GRK : Gouvernement Régional du Kurdistan, semi-autonome dans une partie du Başur depuis la 1^{ère} guerre du golfe, forte alliée des Etats-unis et de la Turquie.

Peshmergas : armée régulière du GRK.

KDP ou PDK : Parti Démocratique du Kurdistan, présidé par Massoud Barzani, à la tête du GRK.

PUK : Union Patriotique du Kurdistan, détient le pouvoir dans une partie du GRK.

Goran : Parti Goran, souvent appelé Mouvement Goran ou Mouvement pour le Changement, c'est une mouvance politique qui s'appuie sur d'anciens cadres du DKP et de l'UPK sur la base d'un programme poli-

tique anti-corruption. Mouvement récent, il a gagné de nombreux sièges au parlement autonome du Başur.

Rojhilat : 'Kurdistan en Iran'

PJAK : 'Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê', le Parti pour une Vie Libre au Kurdistan est un groupe kurde iranien proche du PKK.

KDP-I : Parti Démocratique du Kurdistan Iranien.

Komala : Société des Travailleurs Révolutionnaires du Kurdistan Iranien, basé à Slemani.

TURQUIE

MLKP : Parti communiste marxiste-léniniste turc, pro-kurde. Il est interdit en Turquie. Il comporte une branche armée clandestine : le FESK.

HBDH : Mouvement Révolutionnaire Uni des Peuples, confédération de forces armées

TIKKO : guérilla urbaine, branche armée du Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninist (TKP/ML)

AKP : Parti pour la Justice et le Développement. Parti au pouvoir depuis 2002, nationaliste, islamiste et néo-libéral. Erdoğan (président de Turquie) et Davutoğlu (premier ministre)

MIT : Organisation du Renseignement National, ce sont les services secrets turcs.

MHP : Le Parti d'Action Nationaliste est un parti ultra-nationaliste, panturc et islamiste. Lié aux sombres Loups Gris et aux services secrets turcs (MIT).



AGENDA

Après la soirée de Kurdistan en Flammes à Paris, la collecte continuera jusqu'au 31 décembre. Une cagnotte est ouverte. L'argent ira dans les villes dévastées, via un asso de femmes sur place.

<https://www.helloasso.com/associations/femaid/collectes/kurdistan-en-flammes>

Nous n'avons aucune date à partager, mais tenez les oreilles bien ouvertes, parce qu'en ce moment la diaspora kurde appelle à des manifestations presque chaque weekend dans de nombreuses villes. Par ailleurs, ça ne dépend que de nous tou.te.s d'organiser davantage d'initiatives !

POUR TOUTES INFOS, COMMENTAIRES OU SUGGESTIONS :
actukurdistan@riseup.net

Imprimer le pdf du numéro, photocopier-le et distribuer le autour de vous !!



Solidarité avec les prisonnières kurdes en Turquie

Des dizaines de milliers de prisonnières et prisonniers politiques kurdes croupissent en taule en Turquie. Notre solidarité va à toutes celles et ceux-là....

♦ **Ebru Firat**, jeune toulousaine d'origine kurde, a été arrêtée par la police turque le 8 septembre 2016 à l'aéroport d'Istanbul alors qu'elle rentrait en France. Elle a combattu au Rojava fin 2015 début 2016. Elle a été condamné à 5 ans de prison suite à un procès expéditif, le 8 novembre. [facebook.com/Liberté-pour-Ebru-Firat-1661001054210428/](https://www.facebook.com/Liberté-pour-Ebru-Firat-1661001054210428/)

♦ **Zehra Doğan**, journaliste activiste de l'agence de presse féminine kurde Jinha est emprisonnée dans la prison de haute sécurité de Mardin depuis fin juillet 2016. « J'ai toujours essayé d'exister à travers mes peintures, mes nouvelles, et mon combat en tant que femme. Maintenant, même si je suis coincée entre quatre murs, je pense toujours que j'ai fait totalement mon devoir. Dans ce pays, sombre comme la nuit, où tous nos droits ont été rayés avec le rouge du sang, je savais déjà que je serais emprisonnée ». Vous pouvez lire une lettre adressée à JINHA, relayée dans ce numéro (section «Bakur»). On peut lui envoyer des cartes postales en soutien comme il est expliqué sur le site de Kedistan. kedistan.net/2016/10/15/cartes-postales-solidaires-zehra-dogan

Liberté pour toutes les prisonnières, pour tous les prisonniers !